

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 3178

[2006/202773]

**19 JUILLET 2006. — Décret modifiant le Livre V de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et le Livre I<sup>er</sup> de la troisième partie de ce même Code**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article unique.** Les articles 1<sup>er</sup> à 34 du décret du 5 décembre 1996 relatif aux intercommunales wallonnes insérés dans le Livre V de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ainsi que les articles L1511-1 à L1551-3 et le titre du Livre V sont remplacés par les dispositions suivantes :

## « LIVRE V. — De la coopération entre communes

TITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions générales*CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Champ d'application*

**Art. L1511-1.** Le présent Livre s'applique aux coopérations entre communes dont le ressort géographique ne dépasse pas les limites de la Région wallonne.

CHAPITRE II. — *Les modes de coopération*Section I<sup>re</sup>. — *Les conventions entre communes*

**Art. L1512-1.** Les communes peuvent conclure entre elles des conventions, relatives à des objets d'intérêt communal.

Section 2. — *Les associations de projet*

**Art. L1512-2.** Plusieurs communes peuvent créer une structure de coopération dotée de la personnalité juridique pour assurer la planification, la mise en œuvre et le contrôle d'un projet d'intérêt communal.

Toute personne de droit public et de droit privé peut y participer aux conditions définies dans les statuts.

Section III. — *Les associations intercommunales*

**Art. L1512-3.** Plusieurs communes peuvent, dans les conditions prévues par le présent Livre, former des associations ayant des objets déterminés d'intérêt communal.

Ces associations sont dénommées ci-après intercommunales.

**Art. L1512-4.** Toute autre personne de droit public et privé peut également faire partie des intercommunales.

Sans préjudice des affiliations existantes, toute participation de la Région wallonne dans une intercommunale est autorisée et fixée par décret.

**Art. L1512-5.** Les intercommunales peuvent prendre des participations au capital de toute société lorsqu'elles sont de nature à concourir à la réalisation de leur objet social.

Toute prise de participation au capital d'une société est décidée par le conseil d'administration; un rapport spécifique sur ces décisions est présenté à l'assemblée générale, conformément à l'article L1523-13, § 3.

Toutefois, lorsque la prise de participation dans une société est au moins équivalente à un dixième du capital de celle-ci ou équivalente à au moins un cinquième des fonds propres de l'intercommunale, la prise de participation est décidée par l'assemblée générale, à la majorité simple des voix présentes, en ce compris la majorité simple des voix exprimées par les délégués des associés communaux.

Section IV. — *Dispositions communes*

**Art. L1512-6.** § 1<sup>er</sup>. Quel que soit leur objet, les associations de projet et les intercommunales exercent des missions de service public et à ce titre sont des personnes morales de droit public.

Elles n'ont pas un caractère commercial.

Le caractère public des associations de projet et des intercommunales est prédominant dans leurs rapports avec leurs associés, leurs agents et tout tiers ainsi que dans toute communication interne ou externe.

§ 2. En tant que telles, les associations de projet et les intercommunales peuvent poursuivre en leur nom des expropriations pour cause d'utilité publique, contracter des emprunts, accepter des libéralités et recevoir des subventions des pouvoirs publics.

Tout apport et toute acquisition doivent être affectés à la réalisation de l'objet social de l'association de projet ou de l'intercommunale.

§ 3. Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres pièces émanant des associations de projet ou intercommunales, doit figurer la dénomination sociale précédée ou suivie immédiatement, et de façon lisible, du mot "association de projet" ou "intercommunale".

Dans tous ces cas, les associations de projet ou les intercommunales utiliseront leur propre dénomination et, éventuellement, leur sigle.

TITRE II. — *Modalités de fonctionnement*CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Les conventions entre communes*

**Art. L1521-1.** La convention conclue entre communes comprend au moins les dispositions relatives à la durée et à son éventuelle reconduction, à la possibilité de résiliation, à l'éventuel apport des communes participantes et aux modalités de gestion de ces apports, à l'organisation interne, aux droits et devoirs mutuels et aux répercussions financières, à l'information des communes, à l'évaluation annuelle par les conseils communaux, à l'établissement des mouvements financiers, à l'affectation du résultat, au contrôle financier et à la répartition des actifs éventuels au terme de la convention.

**Art. L1521-2.** La convention peut stipuler que l'une des communes, partie à la convention, sera désignée comme gestionnaire.

La commune gestionnaire peut, pour mettre en œuvre cette convention, employer les membres de son personnel et/ou recourir au personnel des autres communes parties à la convention, et ce, en application des conditions qui y sont définies.

**Art. L1521-3.** S'il échet, un comité de gestion de la convention composé d'au moins un représentant par commune, désigné parmi les membres des conseils ou collèges communaux à la proportionnelle de l'ensemble des communes parties à la convention, est chargé de se concerter sur les modalités de mise en œuvre de la convention.

Le comité de gestion émet au besoin des avis à l'intention de la commune gestionnaire, établit les mouvements financiers résultant de la convention et les soumet pour information aux conseils des communes parties à la convention.

Le mandat au sein du comité de gestion est exercé à titre gratuit.

#### CHAPITRE II. — *Les associations de projet*

**Art. L1522-1.** § 1<sup>er</sup>. L'association de projet est constituée pour une période maximale de six ans par décision des conseils communaux intéressés.

Aucun retrait n'est possible avant le terme fixé à la constitution de l'association de projet.

Elle est reconductible pour une période ne dépassant pas six ans, sans cependant que cette décision de reconduction ne puisse prendre effet lors d'une législature communale postérieure.

Au terme de l'association, celle-ci est mise en liquidation. La destination des biens acquis sur la base d'un arrêté d'expropriation devra être maintenue à des fins d'utilité publique.

§ 2. Les statuts comprennent au moins :

1. son nom;
2. son objet;
3. son siège social;
4. sa durée;
5. la désignation précise des associés, de leurs apports éventuels, de leurs autres engagements;
6. la composition et les pouvoirs du comité de gestion de l'association, les modalités de prises de décision, les modes de désignation et de révocation de ses membres ainsi que la possibilité pour ceux-ci de donner procuration à un autre membre du comité de gestion de l'association;
7. l'affectation des bénéfices éventuels et les modalités de prise en charge annuellement des déficits éventuels de l'association de projet par les associés;
8. le mode de liquidation, le mode de désignation des liquidateurs et la détermination de leurs pouvoirs, la destination des biens et le sort du personnel en cas de dissolution.

A la constitution de l'association de projet, un plan financier est adressé à chacun des associés.

**Art. L1522-2.** Toute association de projet est constituée par acte authentique passé devant le bourgmestre de la commune du siège de celle-ci, ou devant notaire en présence des représentants des autres communes associées mandatés à cette fin.

Sans préjudice des dispositions légales relatives à l'apport d'immeubles, l'acte entre en vigueur à la date de sa signature.

L'acte constitutif comprend les statuts.

Il sera publié intégralement dans les annexes au *Moniteur belge* dans les trente jours de la constitution et il sera déposé simultanément au siège de l'association où il pourra être consulté par tous.

**Art. L1522-3.** Les propositions de modifications statutaires exigent la majorité des deux tiers des membres du comité de gestion de l'association présents ou représentés en ce compris la majorité des deux tiers des voix des membres du comité de gestion de l'association représentant les communes associées.

Ces modifications doivent être adoptées par les associés dans les conditions requises pour l'acte constitutif.

**Art. L1522-4.** § 1<sup>er</sup>. L'association de projet dispose uniquement d'un comité de gestion dont les représentants des communes associées et, s'il échet, des provinces associées sont désignés respectivement à la proportionnelle de l'ensemble des conseils communaux des communes associées et, s'il échet, de l'ensemble des conseils provinciaux des provinces associées, conformément aux articles 167 et 168 du Code électoral. Pour le calcul de cette proportionnelle, il sera tenu compte des déclarations individuelles facultatives d'appareillement ou de regroupement.

Il n'est pas tenu compte pour le calcul de cette proportionnelle du ou desdits groupes politiques qui ne respecteraient pas les principes démocratiques énoncés, notamment, par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par les protocoles additionnels à cette convention en vigueur en Belgique, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste pendant la Seconde Guerre mondiale ou toute autre forme de génocide et de ceux qui étaient administrateurs d'une association au moment des faits à la suite desquels elle a été condamnée pour l'une des infractions prévues par la loi du 30 juillet 1981 ou la loi du 23 mars 1995.

Aux fonctions de membres du comité de gestion réservées aux communes et, s'il échet, aux provinces associées, ne peuvent être nommés que des membres des conseils ou collèges communaux et, s'il échet, des conseils ou collèges provinciaux.

Le présent paragraphe est applicable *mutatis mutandis* aux membres du comité de gestion représentant les C.P.A.S. associés.

§ 2. Il est dérogé à la règle prévue au § 1<sup>er</sup> du présent article, pour la désignation d'un membre du comité de gestion représentant les communes associées et, s'il échet, les provinces associées, si tous les membres sont du même sexe.

Dans ce cas, un membre supplémentaire est nommé sur proposition de l'ensemble des communes associées.

Le membre ainsi nommé a, dans tous les cas, voix délibérative au comité de gestion de l'association.

§ 3. Chaque associé désigne directement son ou ses représentants au comité de gestion de l'association.

Le nombre minimal de membres du comité de gestion représentant l'ensemble des communes associées ne peut être inférieur à quatre.

Le nombre maximal de membres du comité de gestion est fixé à quinze.

§ 4. La présidence du comité de gestion de l'association revient de droit à un de ses membres ayant la qualité d' élu communal. Les communes disposent toujours de la majorité des voix.

§ 5. Le comité de gestion est compétent en matière de personnel. Le personnel de l'association de projet est soumis au régime contractuel. Il peut également être mis à disposition pour la durée de l'association de projet, par une commune associée.

§ 6. Le contrôle de la situation financière est confié à un réviseur nommé par le comité de gestion parmi les membres de l'Institut des réviseurs d'entreprises.

Le comité de gestion de l'association établit les comptes annuels et les soumet, en même temps que son rapport d'activité et le rapport du réviseur, à l'approbation des associés; la procédure d'approbation est définie statutairement.

L'approbation définitive est acquise dès qu'une majorité des associés s'est prononcée favorablement et a donné décharge au comité de gestion de l'association et au réviseur.

**Art. L1522-5.** § 1<sup>er</sup>. Les réunions du comité de gestion de l'association ne sont pas publiques.

Les procès-verbaux détaillés, complétés par le rapport sur le vote des membres individuels et par tous les documents auxquels les procès-verbaux renvoient, peuvent être consultés par les conseillers communaux au secrétariat des communes associées, et le cas échéant, par les conseillers provinciaux des provinces associées au greffe de la province, sans préjudice des dispositions décrétales en matière de publicité de l'administration.

§ 2. Le comité de gestion de l'association établit un règlement d'ordre intérieur qui comprend au minimum les dispositions reprises à l'article L1523-14, 9<sup>o</sup>.

**Art. L1522-6.** Sauf dans le cas de majorités qualifiées, les décisions sont prises à la majorité simple, celle-ci devant être atteinte tant au sein du comité de gestion de l'association dans son ensemble que dans le groupe des membres du comité de gestion de l'association nommés par les communes.

**Art. L1522-7.** Il n'y a aucune obligation quant à la constitution d'un capital social.

Lorsque cette obligation est prévue par les statuts, le capital fixe doit être libéré en numéraire par les participants à la constitution de l'association.

La participation globale des autres associés que communaux, personnes de droit privé ou de droit public, ne peut être supérieure à 49 % du capital social total.

Il est représenté par des parts dont la valeur et les droits sont définis statutairement.

Les apports immatériels à titre de représentation des biens non appréciables selon des critères économiques et les apports en nature sont appréciés sur la base d'un rapport de réviseur d'entreprises et représentés par des parts dont la valeur et les droits sont définis statutairement.

Les associés peuvent être rémunérés uniquement pour leur apport et ne sont responsables qu'à concurrence de celui-ci.

Un registre est annexé aux statuts, mentionnant chacun des associés et indiquant pour chacun d'eux les parts qui lui sont attribuées.

**Art. L1522-8.** La comptabilité est tenue conformément à la législation relative à la comptabilité des entreprises. Les règles applicables à la publicité des comptes des entreprises sont également applicables.

### CHAPITRE III. — *Les intercommunales*

#### *Section I<sup>re</sup>. — Les statuts*

**Art. L1523-1.** Les intercommunales adoptent la forme juridique soit de la société anonyme, soit de la société coopérative à responsabilité limitée, soit de l'association sans but lucratif.

Les lois relatives aux sociétés commerciales et aux associations sans but lucratif sont, selon le cas, applicables aux intercommunales pour autant que les statuts n'y dérogent pas en raison de la nature spéciale de l'association.

En aucun cas, les intercommunales qui ont pris la forme d'associations sans but lucratif ne peuvent se livrer à des opérations industrielles et commerciales, ni chercher à procurer un gain matériel à leurs membres.

Le personnel de l'intercommunale est soumis à un régime statutaire et/ou contractuel. Le personnel de l'intercommunale est désigné sur la base d'un profil de fonction déterminé par le conseil d'administration et d'un appel à candidatures.

**Art. L1523-2.** Les statuts de l'intercommunale reprennent au moins, outre les mentions particulières prescrites par le Code des sociétés et la législation applicable aux asbl, les dispositions suivantes :

1. sa dénomination;
2. son objet ou ses objets;
3. le ou les secteurs d'activité;
4. sa forme juridique;
5. son siège social;
6. sa durée;
7. la désignation précise des associés, de leurs apports, de leurs cotisations et de leurs autres engagements;
8. la composition et les pouvoirs des organes de gestion de l'intercommunale, les modes de désignation et de révocation de leurs membres ainsi que la possibilité pour ceux-ci, à l'exception des délégués aux assemblées générales, de donner procuration à un autre membre du même organe qui sera désigné au sein de la catégorie à laquelle appartient le mandant;
9. le mode de communication aux associés des comptes annuels, du rapport du collège des contrôleurs aux comptes visé à l'article L1523-24, du rapport spécifique relatif aux prises de participation, du rapport de gestion de l'intercommunale, du plan stratégique ainsi que de tous autres documents destinés à l'assemblée générale;
10. l'affectation des bénéfices;
11. la prise en charge du déficit par les associés dès que l'actif net est réduit à un montant inférieur aux trois quarts du capital social;
12. les modalités de gestion de la trésorerie;
13. les modalités de retrait d'un associé;
14. le mode de liquidation, le mode de désignation des liquidateurs et la détermination de leurs pouvoirs et, sans préjudice de l'article L1523-22, la destination des biens et le sort du personnel en cas de dissolution;
15. le principe de la double signature pour les engagements de l'intercommunale, sauf délégation spéciale du conseil d'administration.

A la constitution de l'intercommunale, un plan financier dans lequel est justifié le montant du capital social est adressé à chacun des associés fondateurs et est tenu au siège social de l'intercommunale.

**Art. L1523-3.** Le siège social de l'intercommunale est établi dans une des communes associées, dans les locaux appartenant à l'intercommunale ou à une des personnes de droit public associées.

**Art. L1523-4.** La durée de l'intercommunale ne peut excéder trente années.

Toutefois, l'intercommunale peut être prorogée d'un ou plusieurs termes dont chacun ne peut dépasser trente ans.

Toute prorogation doit être décidée par l'assemblée générale au moins un an avant l'échéance du terme statutaire en cours.

La prorogation est acquise pour autant que les conseils communaux et, s'il échet, les conseils provinciaux concernés aient été appelés à en délibérer et pour autant que cette demande de prorogation recueille la majorité requise pour l'adoption des modifications statutaires.

Aucun associé ne peut cependant être tenu au-delà du terme fixé avant que n'intervienne la prorogation.

L'intercommunale ne peut prendre d'engagements pour un terme excédant sa durée qui rendrait plus difficile ou onéreux l'exercice par un associé du droit de ne pas participer à la prorogation.

Les associés ne sont pas solidaires. Ils sont tenus des engagements sociaux à concurrence du montant de leurs souscriptions.

**Art. L1523-5.** Les statuts peuvent prévoir la possibilité pour une commune de se retirer avant le terme de l'intercommunale.

En tout état de cause, tout associé peut se retirer dans les cas suivants :

1° après quinze ans à compter, selon le cas, du début du terme statutaire en cours ou de son affiliation, moyennant l'accord des deux tiers des voix exprimées par les autres associés, pour autant que les votes positifs émis comprennent la majorité des voix exprimées par les représentants des communes associées et sous réserve de l'obligation pour celui qui se retire de réparer le dommage évalué à dire d'experts, que son retrait cause à l'intercommunale et aux autres associés;

2° si un même objet d'intérêt communal au sens de l'article L1512-1 est confié dans une même commune à plusieurs intercommunales, régies ou organismes d'intérêt public, la commune peut décider de le confier pour l'ensemble de son territoire à une seule intercommunale, une seule régie ou à un seul organisme régional d'intérêt public concerné. Dans les hypothèses visées à l'alinéa précédent, lesquelles s'effectuent nonobstant toute disposition statutaire, aucun vote n'est requis. Seules les conditions prévues au 1° relatives à la réparation d'un dommage éventuel sont applicables;

3° en cas de restructuration dans un souci de rationalisation, une commune peut décider de se retirer de l'intercommunale dans laquelle elle est associée pour rejoindre une autre intercommunale, dans les conditions prévues au 1°;

4° unilatéralement, lorsque l'intercommunale est en défaut de mettre à exécution son objet social dans un délai de trois ans à compter de sa constitution.

**Art. L1523-6.** Les personnes de droit public associées à l'intercommunale ne peuvent s'engager que divisément et jusqu'à concurrence d'une somme déterminée.

Pour toute modification aux statuts qui entraîne pour les communes et, s'il échet, pour les provinces des obligations supplémentaires ou une diminution de leurs droits, les conseils communaux et, s'il échet, provinciaux doivent être mis en mesure d'en délibérer.

## Section 2. — Les organes de l'intercommunale

### Sous-section 1<sup>re</sup>. — Dispositions générales

**Art. L1523-7.** Chaque intercommunale comprend au moins trois organes : une assemblée générale, un conseil d'administration et un comité de rémunération.

Le directeur général ou la personne qui occupe la position hiérarchique la plus élevée assiste aux séances de tous les organes avec voix consultative et n'est pas pris en considération pour le calcul de la représentation proportionnelle ni pour le calcul du nombre d'administrateurs.

**Art. L1523-8.** Quelle que soit la proportion des apports des diverses parties à la constitution du capital ou du fonds social, les communes disposent toujours de la majorité des voix ainsi que de la présidence dans les différents organes de gestion de l'intercommunale.

**Art. L1523-9.** Les décisions de tous les organes de l'intercommunale ne sont prises valablement que si elles ont obtenu, outre la majorité des voix exprimées, la majorité des voix des associés communaux présents ou représentés au sein de ces organes.

Les statuts peuvent prévoir des dispositions qui assurent la protection des intérêts des associés minoritaires, dans le respect des modalités de vote et de préséance telles qu'énoncées à l'alinéa précédent et à l'article L1523-8.

**Art. L1523-10.** § 1<sup>er</sup>. Chaque organe adopte un règlement d'ordre intérieur qui reprend le contenu minimal fixé par l'assemblée générale conformément à l'article L1523-14. Il est soumis à la signature des membres de chaque organe dès leur entrée en fonction et reprend les modalités de consultation et les droits de visite des conseillers communaux tels que prévus à l'article L1523-13, § 2.

Ce règlement comprend le mode d'information préalable des projets de délibération qui concerne particulièrement un associé communal non représenté dans l'organe.

§ 2. Sauf cas d'urgence dûment motivée, la convocation à une réunion de l'un des organes de gestion se fait par écrit et à domicile au moins sept jours francs avant celui de la réunion. Elle contient l'ordre du jour. Les documents pourront être adressés par voie électronique. Tout point inscrit à l'ordre du jour devant donner lieu à une décision sera, sauf urgence dûment motivée, accompagné d'un projet de délibération qui comprend un exposé des motifs et un projet de décision.

En cas de décision portant sur les intérêts commerciaux et stratégiques, le projet de délibération peut ne pas contenir de projet de décision.

## Sous-section 2. — L'assemblée générale

**Art. L1523-11.** Les délégués des communes associées à l'assemblée générale sont désignés par le conseil communal de chaque commune parmi les membres des conseils et collèges communaux, proportionnellement à la composition dudit conseil.

Le nombre de délégués de chaque commune est fixé à cinq parmi lesquels trois au moins représentent la majorité du conseil communal.

En cas de participation provinciale, il en va de même, *mutatis mutandis*, pour la représentation à l'assemblée générale de la ou des provinces associées.

**Art. L1523-12.** § 1<sup>er</sup>. Chaque commune dispose à l'assemblée générale d'un droit de vote déterminé par les statuts ou le nombre de parts qu'elle détient.

Les délégués de chaque commune et, le cas échéant, de chaque province rapportent à l'assemblée générale, la proportion des votes intervenus au sein de leur conseil.

A défaut de délibération du conseil communal et, s'il échet, provincial, chaque délégué dispose d'un droit de vote correspondant au cinquième des parts attribuées à l'associé qu'il représente.

Toutefois, en ce qui concerne l'approbation des comptes, le vote de la décharge aux administrateurs et aux membres du collège visé à l'article L1523-24, les questions relatives au plan stratégique, l'absence de délibération communale ou provinciale est considérée comme une abstention de la part de l'associé en cause.

§ 2. Toute modification statutaire ainsi que toute délibération relative à l'exclusion d'associés exigent la majorité des deux tiers des voix exprimées par les délégués présents à l'assemblée générale, en ce compris la majorité des deux tiers des voix exprimées par les délégués des associés communaux.

**Art. L1523-13.** § 1<sup>er</sup>. Il doit être tenu, chaque année, au moins deux assemblées générales selon les modalités fixées par les statuts, sur convocation du conseil d'administration.

Au surplus, à la demande d'un tiers des membres du conseil d'administration, d'associés représentant au moins un cinquième du capital, ou du collège des contrôleurs aux comptes, l'assemblée générale doit être convoquée en séance extraordinaire.

Les convocations pour toute assemblée générale contiennent l'ordre du jour ainsi que tous les documents y afférents.

Elles sont adressées à tous les associés au moins trente jours avant la date de la séance par simple lettre.

Les annexes y afférentes y sont jointes ou sont envoyées par la voie électronique.

Les membres des conseils communaux et/ou provinciaux intéressés peuvent assister en qualité d'observateurs aux séances sauf lorsqu'il s'agit de question de personnes.

Dans ce dernier cas, le président prononcera immédiatement le huis clos et la séance ne pourra être reprise en public que lorsque la discussion de cette question sera terminée.

§ 2. Les conseillers communaux et/ou provinciaux des communes et des provinces associées peuvent consulter les budgets, comptes et délibérations des organes de gestion et de contrôle des intercommunales.

Les conseillers communaux et/ou provinciaux des communes et/ou provinces associées peuvent visiter les bâtiments et services de l'intercommunale.

Sont exclus du bénéfice des droits de consultation et de visite visés aux alinéas précédents les conseillers communaux ou provinciaux élus sur des listes de partis qui ne respectent pas les principes démocratiques énoncés, notamment, par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par les protocoles additionnels à cette convention en vigueur en Belgique, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste pendant la Seconde Guerre mondiale ou toute autre forme de génocide.

L'absence de définition des modalités prévues au 9<sup>o</sup> de l'article L1523-14 n'est pas suspensive de l'exercice des droits de consultation et de visite des conseillers communaux et/ou provinciaux.

§ 3. La première assemblée générale de l'exercice se tient durant le premier semestre et au plus tard le 30 juin et a nécessairement à son ordre du jour l'approbation des comptes annuels de l'exercice clôturé, lesquels intègrent une comptabilité analytique par secteur d'activité, ainsi que la liste des adjudicataires de marchés de travaux, de fournitures ou de services pour lesquels sont applicables toutes les dispositions obligatoires du cahier général des charges. Cette liste précise le mode de passation du marché en vertu duquel ils ont été désignés.

Elle entend le rapport de gestion et le rapport spécifique du conseil d'administration prévu à l'article L1512-5, le rapport du collège visé à l'article L1523-24 et adopte le bilan.

Après l'adoption du bilan, cette assemblée générale se prononce par un vote distinct sur la décharge des administrateurs et des membres du collège visé à l'article L1523-24.

Cette décharge n'est valable que si le bilan ne contient ni omission ni indication fautive dissimulant la situation réelle de la société et, quant aux actes faits en dehors des statuts, que s'ils ont été spécialement indiqués dans la convocation.

§ 4. La deuxième assemblée générale de l'exercice se tient durant le second semestre et au plus tard le 31 décembre. Elle se tient avant le premier lundi du mois de décembre l'année des élections communales.

L'assemblée générale de fin d'année suivant l'année des élections communales et l'assemblée générale de fin d'année suivant la moitié du terme de la législature communale ont nécessairement à leur ordre du jour l'approbation d'un plan stratégique pour trois ans, identifiant chaque secteur d'activité et incluant notamment un rapport permettant de faire le lien entre les comptes approuvés des trois exercices précédents et les perspectives d'évolution et de réalisation pour les trois années suivantes, ainsi que les budgets de fonctionnement et d'investissement par secteur d'activité.

Le projet de plan est établi par le conseil d'administration, présenté et débattu dans les conseils des communes et provinces associées et arrêté par l'assemblée générale.

Il contient des indicateurs de performance et des objectifs qualitatifs et quantitatifs permettant un contrôle interne dont les résultats seront synthétisés dans un tableau de bord.

Ce plan est soumis à une évaluation annuelle lors de cette seconde assemblée générale. Les modalités de publicité du plan stratégique seront déterminées par le Gouvernement wallon.

**Art. L1523-14.** Nonobstant toute autre disposition statutaire, l'assemblée générale est seule compétente pour :

1° l'approbation des comptes annuels et la décharge à donner aux administrateurs et aux membres du collège visé à l'article L1523-24;

2° l'approbation du plan stratégique et son évaluation annuelle;

3° la nomination et la destitution des administrateurs et des membres du collège visé à l'article L1523-24;

4° la fixation des indemnités de fonction et jetons de présence attribués aux administrateurs et, éventuellement, membres des organes restreints de gestion, dans les limites fixées par le Gouvernement wallon, et sur avis du comité de rémunération ainsi que les émoluments des membres du collège visé à l'article L1523-24;

5° la nomination des liquidateurs, la détermination de leurs pouvoirs et la fixation de leurs émoluments;

6° la démission et l'exclusion d'associés;

7° les modifications statutaires sauf si elle délègue au conseil d'administration le pouvoir d'adapter les annexes relatives à la liste des associés et aux conditions techniques et d'exploitation;

8° fixer le contenu minimal du règlement d'ordre intérieur de chaque organe de gestion. Ce règlement comprendra au minimum :

- l'attribution de la compétence de décider de la fréquence des réunions du ou des organes restreints de gestion;
- l'attribution de la compétence de décider de l'ordre du jour du conseil d'administration et du ou des organes restreints de gestion;

- le principe de la mise en débat de la communication des décisions;

- la procédure selon laquelle des points non inscrits à l'ordre du jour de la réunion des organes de l'intercommunale peuvent être mis en discussion;

- les modalités de rédaction des discussions relatives aux points inscrits à l'ordre du jour dans le procès-verbal des réunions des organes de l'intercommunale et les modalités d'application de celle-ci;

- le droit, pour les membres de l'assemblée générale, de poser des questions écrites et orales au conseil d'administration;

- le droit, pour les membres de l'assemblée générale, d'obtenir copie des actes et pièces relatifs à l'administration de l'intercommunale;

- les modalités de fonctionnement de la réunion des organes de l'intercommunale;

9° l'adoption des règles de déontologie et d'éthique à annexer au règlement d'ordre intérieur de chaque organe de gestion. Elles comprendront au minimum :

- l'engagement d'exercer son mandat pleinement;

- la participation régulière aux séances des instances;

- les règles organisant les relations entre les administrateurs et l'administration de l'intercommunale;

10° la définition des modalités de consultation et de visite visées à l'article L1523-13, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, qui seront applicables à l'ensemble des organes de l'intercommunale et communiquées aux conseillers communaux et provinciaux des communes associées.

### Sous-section 3. — Le conseil d'administration

**Art. L1523-15.** § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice du § 4, alinéa 2, du présent article, l'assemblée générale nomme les membres du conseil d'administration.

§ 2. Les administrateurs représentant les communes ou provinces associées sont de sexe différent.

§ 3. Sans préjudice du § 4 du présent article, les administrateurs représentant les communes associées sont désignés respectivement à la proportionnelle de l'ensemble des conseils communaux des communes associées conformément aux articles 167 et 168 du Code électoral.

Pour le calcul de cette proportionnelle, il sera tenu compte des éventuels critères statutaires ainsi que des déclarations individuelles facultatives d'appartenance ou de regroupement, pour autant que celles-ci soient transmises à l'intercommunale avant le 1<sup>er</sup> mars de l'année qui suit celle des élections communales et provinciales.

Par contre, il n'est pas tenu compte pour le calcul de cette proportionnelle du ou desdits groupes politiques qui ne respecteraient pas les principes démocratiques énoncés, notamment, par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par les protocoles additionnels à cette convention en vigueur en Belgique, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste pendant la Seconde Guerre mondiale ou toute autre forme de génocide.

Aux fonctions d'administrateur réservées aux communes, ne peuvent être nommés que des membres des conseils ou collèges communaux.

Le présent paragraphe est applicable *mutatis mutandis* aux administrateurs représentant des provinces et des C.P.A.S. associés.

§ 4. Il est dérogé à la règle prévue au paragraphe 3, avant-dernier alinéa, du présent article, pour la désignation d'un administrateur représentant les communes associées et, s'il échet, les provinces associées, si tous les conseillers membres des organes issus des calculs de la règle y prévue sont du même sexe.

Dans ce cas, un administrateur supplémentaire est nommé par l'assemblée générale sur proposition de l'ensemble des communes associées.

L'administrateur ainsi nommé a, dans tous les cas, voix délibérative dans le conseil d'administration.

§ 5. Le nombre de membres du conseil d'administration ne peut être inférieur à dix unités ni supérieur à trente unités. Le nombre de sièges est fixé en fonction du nombre d'habitants de l'ensemble des communes associées de l'intercommunale.

Ce nombre est établi sur la base des chiffres de la population de droit, à la date du 1<sup>er</sup> janvier de l'année des élections communales et provinciales, tels que publiés au *Moniteur belge* et à concurrence de cinq administrateurs par tranche entamée de cinquante mille habitants.

La répartition est fixée par les statuts de chaque intercommunale.

En tout état de cause, une intercommunale de maximum trois ou de maximum quatre associés communaux pourra compter respectivement un maximum de dix ou quinze administrateurs. Lorsque plus de quatre communes sont associées et qu'elles desservent moins de cent mille habitants, le conseil d'administration peut comprendre un maximum de quinze administrateurs.

§ 6. En cas d'admission d'un nouvel associé, la composition du conseil d'administration est revue, s'il échet, lors de la plus prochaine assemblée générale.

§ 7. Le conseil d'administration peut comprendre un ou plusieurs délégués du personnel qui siègent avec voix consultative.

**Art. L1523-16.** Chaque année, les administrateurs dressent un inventaire et établissent des comptes annuels par secteur d'activité et des comptes annuels consolidés.

Les comptes annuels comprennent le bilan, le compte de résultats, la liste des adjudicataires et l'annexe qui forment un tout.

Ces documents sont établis conformément à la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises et à ses arrêtés d'exécution sauf si les statuts ou des dispositions légales spécifiques y dérogent.

Les administrateurs établissent, en outre, un rapport dans lequel ils rendent compte de leur gestion.

Ce rapport de gestion comporte un commentaire sur les comptes annuels en vue d'exposer d'une manière fidèle l'évolution des affaires et la situation de la société.

Le rapport comporte également les données sur les événements survenus après la clôture de l'exercice.

Les administrateurs arrêtent l'évaluation du plan stratégique prévu à l'article L1523-13, § 4, et le rapport spécifique sur les prises de participation prévu à l'article L1512-5.

Afin de lui permettre de rédiger les rapports prévus à l'article L1523-13, § 3, le conseil d'administration de l'intercommunale remet au collège visé à l'article L1523-24 les pièces, avec le rapport de gestion, au moins quarante jours avant l'assemblée générale ordinaire.

#### Sous-section 4. — Le comité de rémunération

**Art. L1523-17.** Le conseil d'administration constitue en son sein un comité de rémunération.

Le comité de rémunération émet des recommandations à l'assemblée générale pour chaque décision relative aux jetons de présence, aux éventuelles indemnités de fonction et à tout autre éventuel avantage, pécuniaire ou non, directement ou indirectement accordés aux membres des organes de gestion.

Il fixe les rémunérations et tout autre éventuel avantage, pécuniaire ou non, liés directement ou indirectement aux fonctions de direction.

Il dresse un règlement d'ordre intérieur qui explicite le cadre régissant son fonctionnement.

Le comité de rémunération est composé de cinq administrateurs désignés parmi les représentants des communes, provinces ou C.P.A.S. associés, à la représentation proportionnelle, de l'ensemble des conseils des communes, des provinces et des C.P.A.S. associés, conformément aux articles 167 et 168 du Code électoral, en ce compris le président du conseil d'administration qui préside le comité.

Les mandats au sein de ce comité sont exercés à titre gratuit.

#### Sous-section 5. — Les organes restreints de gestion

**Art. L1523-18.** § 1<sup>er</sup>. Le conseil d'administration peut déléguer, sous sa responsabilité, une partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs organes restreints de gestion notamment pour gérer un secteur d'activité particulier de l'intercommunale.

Les décisions sur la stratégie financière et sur les règles générales en matière de personnel ne peuvent faire l'objet d'une délégation par le conseil d'administration.

Les organes restreints de gestion sont des émanations du conseil d'administration. Ils sont composés de minimum quatre administrateurs désignés par le conseil d'administration à la proportionnelle de l'ensemble des conseils des communes, des provinces et des C.P.A.S. associés, conformément aux articles 167 et 168 du Code électoral.

Lorsque cet organe est créé pour gérer un secteur d'activité, la proportionnelle est calculée sur la base des communes, des provinces et des C.P.A.S. associés à ce secteur.

§ 2. Le nombre de membres de l'organe restreint de gestion lié à un secteur d'activité est limité au maximum au nombre d'administrateurs émanant des communes associées à ce secteur et se base sur le nombre de communes y associées.

La répartition est fixée par les statuts de chaque intercommunale.

*Section 3. — La prépondérance provinciale et régionale*

**Art. L1523-19.** § 1<sup>er</sup>. Lorsqu'un associé provincial fait des apports dépassant la moitié du capital de l'intercommunale, hors parts privilégiées, les statuts peuvent prévoir par dérogation à l'article L1523-8 que :

1. la majorité des voix au sein des organes de gestion appartient à la province. Dans ce cas et sans préjudice de l'application de l'article L1523-9, les décisions de l'assemblée générale, du conseil d'administration et des organes restreints de gestion ne sont prises valablement que si elles ont obtenu la majorité des voix des associés provinciaux présents ou représentés au sein de ces organes;

2. la présidence du conseil d'administration est confiée à un membre du conseil provincial. Dans cette hypothèse, les éventuels mandats de vice-présidents ne peuvent pas être attribués aux représentants de cet associé provincial.

§ 2. Lorsque l'associé provincial assure la garantie de bonne fin de plus de la moitié des emprunts contractés par l'intercommunale, et pour autant que le montant global desdits emprunts atteigne au moins la moitié du capital de celle-ci, les statuts peuvent prévoir par dérogation à l'article L1523-8 que la présidence du conseil d'administration est confiée à un membre du conseil provincial. Dans cette hypothèse, les éventuels mandats de vice-présidents ne peuvent pas être attribués aux représentants de cet associé provincial.

**Art. L1523-20.** § 1<sup>er</sup>. Lorsque la Région wallonne fait des apports dépassant la moitié du capital de l'intercommunale, les statuts peuvent prévoir, par dérogation à l'article L1523-8 et le cas échéant à l'article L1523-19, que :

1<sup>o</sup> la majorité des voix au sein des organes de gestion appartient à la Région wallonne. Dans ce cas, les décisions de l'assemblée générale, du conseil d'administration et des organes restreints de gestion ne sont prises valablement que si elles ont obtenu la majorité des voix des représentants de la Région wallonne présents ou représentés au sein de ces organes;

2<sup>o</sup> la présidence du conseil d'administration est confiée à un représentant de la Région wallonne. Dans cette hypothèse, les éventuels mandats de vice-présidents ne peuvent être attribués qu'à des représentants des associés communaux et provinciaux;

3<sup>o</sup> la Région wallonne peut à tout moment notifier à l'intercommunale le remplacement d'un de ses représentants au sein de ses différents organes.

§ 2. En ce qui concerne les situations visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, les décisions des organes de gestion sont soumises au contrôle de deux commissaires du Gouvernement wallon, nommés et révoqués par lui, selon les modalités suivantes :

a) les commissaires du Gouvernement assistent avec voix consultative aux réunions des organes de gestion. Ils peuvent, à tout moment, prendre connaissance, sans déplacement, des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de tous les documents et de toutes les écritures de l'intercommunale.

Ils peuvent requérir de tous les administrateurs, agents et préposés toutes les explications ou informations et procéder à toutes les vérifications qui leur paraissent nécessaires à l'exécution de leur mandat. Ils peuvent en outre faire inscrire à l'ordre du jour du conseil d'administration toute question en rapport avec le respect de la réglementation, des statuts ou des obligations de l'intercommunale;

b) tout commissaire du Gouvernement dispose d'un délai de quatre jours francs pour prendre recours contre l'exécution de toute décision qu'il estime contraire à la loi, au décret, aux statuts ou à l'intérêt général. Le recours est suspensif. Ce délai court à partir du jour de la réunion à laquelle la décision a été prise, pour autant que le commissaire du Gouvernement y ait été régulièrement convoqué et, dans le cas contraire, à partir du jour où il en a reçu connaissance;

c) les commissaires exercent leur recours auprès du Gouvernement. Si, dans un délai de trente jours de recours, le Gouvernement wallon ne s'est pas prononcé, la décision est définitive. L'annulation de la décision est notifiée par le Gouvernement à l'intercommunale.

*Section 4. — Dissolution et liquidation*

**Art. L1523-21.** L'assemblée générale ne peut prononcer la dissolution de l'intercommunale avant l'expiration du terme fixé par les statuts qu'à la majorité des deux tiers des voix exprimées par les délégués des associés communaux, après que les conseils communaux des communes associées ont été appelés à délibérer sur ce point.

En outre, en cas d'application de l'article L1523-19, l'assemblée générale ne peut prononcer la dissolution de la société qu'à la majorité des deux tiers des voix exprimées par les délégués du ou des associés provinciaux, après que le ou les conseils provinciaux associés ont été amenés à délibérer sur ce point.

**Art. L1523-22.** En cas de dissolution avant terme, de non-prorogation ou de retrait de l'intercommunale, la commune ou l'association appelée à exercer tout ou partie de l'activité précédemment confiée à l'intercommunale est tenue de reprendre à son juste prix, selon une estimation réalisée à dire d'experts, les installations ou établissements situés sur son territoire et destinés exclusivement à la réalisation de l'objet social en ce qui la concerne ainsi que, suivant les modalités à déterminer entre les parties, le personnel de l'intercommunale affecté à l'activité reprise. Les biens reviennent cependant gratuitement à la commune dans la mesure où ils ont été financés totalement par celle-ci ou encore dès que ceux-ci, situés sur le territoire de la commune et affectés à son usage par l'intercommunale, ont été complètement amortis. Par contre, l'affectation des installations et établissements à usage commun ainsi que les charges y afférentes font l'objet d'un accord entre les parties, ainsi que les biens financés par l'intercommunale ou à l'aide de subsides d'autres administrations publiques qui ne sont pas amortis.

La commune qui se retire a, nonobstant toute disposition statutaire contraire, le droit à recevoir sa part dans l'intercommunale telle qu'elle résultera du bilan de l'exercice social au cours duquel le retrait devient effectif.

La reprise de l'activité de l'intercommunale par la commune ou une autre association ne prend cours qu'à partir du moment où tous les montants dus à l'intercommunale ont été effectivement payés à cette dernière, l'activité continuant entre-temps à être exercée par celle-ci.



## Section 5. — Dispositions diverses

**Art. L1523-23.** § 1<sup>er</sup>. La comptabilité de l'intercommunale est tenue selon la législation relative à la comptabilité des entreprises sauf si les statuts y dérogent, et ce, pour permettre la répartition des déficits et des bénéfices par secteur d'activité organisé par les statuts ou pour se conformer à des dispositions légales spécifiques inhérentes au domaine d'activité de l'intercommunale.

Par référence aux articles 92, 94, 95, 96, 143, 608, 616, 624 et 874 du Code des sociétés, les comptes annuels, le rapport du collège des contrôleurs aux comptes, le rapport spécifique relatif aux prises de participation, le plan stratégique tous les six ans ou le rapport d'évaluation annuel sur celui-ci, ainsi que le rapport de gestion de l'intercommunale, sont adressés chaque année à tous les membres des conseils communaux et provinciaux des communes et provinces associées, en même temps qu'aux associés et de la même manière, afin que soit organisé un débat dans chaque conseil ou dans une commission spéciale organisée à cette fin au sein du conseil.

L'ordre du jour de la séance du conseil communal suivant la convocation doit contenir un point relatif à l'approbation des comptes et un point relatif au plan stratégique.

§ 2. Chaque intercommunale est tenue de disposer d'une trésorerie propre, dont la gestion est organisée selon les modalités fixées par les statuts.

Les modalités de contrôle interne sont arrêtées par le conseil d'administration, qui désigne le responsable de la gestion des paiements et encaissements; en cas de secteur d'activité, l'organe restreint de gestion du secteur d'activité désigne le responsable de la gestion des paiements et encaissements du secteur concerné.

**Art. L1523-24.** § 1<sup>er</sup>. Le collège des contrôleurs aux comptes est chargé de la surveillance de l'intercommunale.

§ 2. Le ou les réviseurs sont nommés par l'assemblée générale parmi les membres, personnes physiques ou morales, de l'Institut des réviseurs d'entreprises.

Le représentant de l'organe de contrôle régional précité est nommé sur la proposition de ce dernier par l'assemblée générale.

**Art. L1523-25.** La Région wallonne peut soumettre les intercommunales à la fiscalité pour les matières régionales.

CHAPITRE IV. — *Les relations internationales*

**Art. L1524-1.** Conformément aux conventions et aux traités internationaux applicables en la matière, les communes, les associations de projet et les intercommunales peuvent participer à des personnes morales de droit public dépassant les frontières nationales nonobstant le système juridique auquel ces personnes morales sont assujetties.

Les personnes morales assujetties à un système juridique étranger peuvent participer à une intercommunale si le droit de leur pays les y autorise.

TITRE III. — *Principes de bonne gouvernance*CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Interdictions et incompatibilités*

**Art. L1531-1.** Nul ne peut représenter, au sein de l'intercommunale ou de l'association de projet, l'une des autorités administratives associées, s'il est membre d'un des organes de la société gestionnaire ou concessionnaire de l'activité pour laquelle l'intercommunale ou l'association de projet est créée.

**Art. L1531-2.** § 1<sup>er</sup>. Il est interdit à tout administrateur d'une intercommunale ou à tout membre du comité de gestion d'une association de projet :

1° d'être présent à la délibération sur des objets auxquels il a un intérêt direct ou auxquels ses parents ou alliés jusqu'au quatrième degré inclusivement ont un intérêt personnel et direct;

2° de prendre part, directement ou indirectement, à des marchés passés avec l'intercommunale;

3° d'intervenir comme avocat, notaire ou homme d'affaires dans les procès dirigés contre l'intercommunale ou l'association de projet. Il ne peut, en la même qualité, plaider, donner des avis ou suivre aucune affaire litigieuse quelconque dans l'intérêt de l'intercommunale ou de l'association de projet.

La prohibition visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1., ne s'étend pas au-delà des parents ou alliés jusqu'au deuxième degré lorsqu'il s'agit de présentation de candidats, de nominations, révocations ou suspensions.

§ 2. Il est interdit à tout membre d'un conseil communal ou provincial d'exercer dans les intercommunales et les associations de projet auxquelles sa commune ou sa province est associée plus de trois mandats exécutifs. Par mandat exécutif, on entend tout mandat conférant à son titulaire des pouvoirs délégués de décision ou s'exerçant dans le cadre d'un organe restreint de gestion.

A sa nomination, sous peine de ne pouvoir exercer ses fonctions, l'administrateur ou le membre du comité de gestion de l'association remplit une déclaration sur l'honneur attestant qu'il n'est pas dans ce cas d'interdiction.

§ 3. Nul ne peut être désigné aux fonctions d'administrateur ou de membre du comité de gestion de l'association réservées aux autorités administratives associées, s'il exerce un mandat dans des organes de gestion et de contrôle d'une association de droit privé qui a pour objet une activité similaire susceptible d'engendrer dans son chef un conflit d'intérêts direct et permanent. L'administrateur ou le membre du comité de gestion de l'association remplit une déclaration sur l'honneur attestant qu'il n'est pas dans ce cas d'interdiction.

§ 4. Le mandat de membre du collège visé à l'article L1523-24 ne peut être attribué à un membre des conseils communaux et provinciaux associés.

§ 5. Un conseiller communal, un échevin ou un bourgmestre d'une commune associée, un conseiller provincial, d'une province associée, un conseiller d'un centre public d'action sociale associé, ne peut être administrateur d'une intercommunale ou le membre du comité de gestion de l'association d'une association de projet s'il est membre du personnel de celle-ci.

§ 6. La personne qui occupe la position hiérarchique la plus élevée au sein du personnel d'une intercommunale ne peut être membre d'un collège provincial ou d'un collège communal d'une province ou d'une commune associée à celle-ci.

Cette disposition entre en vigueur le 15 octobre 2012 pour ce qui concerne les personnes visées à l'alinéa précédent déjà en fonction à l'entrée en vigueur du présent décret.

§ 7. Est considéré comme empêché tout membre d'une intercommunale détenteur d'un mandat exécutif qui exerce la fonction de membre d'un Gouvernement.

#### CHAPITRE II. — Droits et devoirs

**Art. L1532-1.** § 1<sup>er</sup>. A son installation, l'administrateur ou le membre du comité de gestion de l'association s'engage par écrit :

1° à veiller au fonctionnement efficace de l'organe de gestion;

2° à observer les règles de déontologie, en particulier en matière de conflits d'intérêts, d'usage d'informations privilégiées, de loyauté, de discrétion et de bonne gestion des deniers publics;

3° à développer et à mettre à jour ses compétences professionnelles dans les domaines d'activités de l'intercommunale ou de l'association de projet notamment en suivant les séances de formation et d'information dispensées par l'intercommunale ou l'association de projet lors de leur entrée en fonction et chaque fois que l'actualité liée à un secteur d'activité l'exige;

4° à veiller à ce que l'organe de gestion respecte la loi, les décrets et toutes les autres dispositions réglementaires ainsi que les statuts de l'intercommunale et de l'association de projet.

§ 2. Un représentant de l'intercommunale désigné par le conseil d'administration est chargé de commenter, au moins deux fois l'an, les comptes et le plan stratégique devant le conseil communal, provincial ou de l'action sociale, de la commune, de la province ou du C.P.A.S. associé. Un représentant de l'intercommunale peut également être désigné pour commenter devant les conseils respectifs de ces associés tout point particulier dont le conseil d'administration jugerait utile de débattre.

§ 3. 1° Les administrateurs ne contractent aucune responsabilité personnelle relative aux engagements de l'intercommunale.

Ils sont, conformément au droit commun, responsables de l'exécution de leur mandat et des fautes commises dans leur gestion.

Ils sont solidairement responsables soit envers l'intercommunale, soit envers les tiers, de tous dommages et intérêts résultant d'infractions aux dispositions du Code des sociétés applicables aux sociétés coopératives à responsabilité limitée ou aux sociétés anonymes ainsi qu'aux statuts de l'intercommunale.

Ils ne seront déchargés de cette responsabilité, quant aux infractions auxquelles ils n'ont pas pris part, que si aucune faute ne leur est imputable et s'ils ont dénoncé ces infractions à l'assemblée générale la plus prochaine après qu'ils en auront eu connaissance.

2° Les membres du comité de gestion de l'association ne contractent aucune responsabilité personnelle relative aux engagements de l'association de projet.

Ils sont, conformément au droit commun, responsables de l'exécution de leur mandat et des fautes commises dans leur gestion. Ils sont solidairement responsables, soit envers l'association de projet, soit envers les tiers, de tous dommages et intérêts résultant d'infractions aux dispositions statutaires de l'association de projet.

Ils ne seront déchargés de cette responsabilité, quant aux infractions auxquelles ils n'ont pas pris part, que si aucune faute ne leur est imputable et s'ils ont dénoncé ces infractions aux participants de l'association de projet dès qu'ils en auront eu connaissance.

§ 4. 1° L'assemblée générale peut révoquer à tout moment tout administrateur à la demande du conseil d'administration, pour violation du règlement d'ordre intérieur de l'organe dans lequel il est membre ou pour violation des engagements pris au § 1<sup>er</sup>. L'assemblée générale entend préalablement l'administrateur. Dans cette hypothèse, les associés ne peuvent donner mandat impératif à leurs délégués.

2° Tout associé public à une association de projet peut révoquer à tout moment tout membre du comité de gestion de l'association qu'il aura désigné. Il entend préalablement l'administrateur.

**Art. L1532-2.** Tout membre d'un conseil communal et, s'il échet, provincial ou de l'action sociale exerçant, à ce titre, un mandat dans une intercommunale ou une association de projet est réputé de plein droit démissionnaire :

1° dès l'instant où il cesse de faire partie de ce conseil communal et, s'il échet, provincial ou de l'action sociale;

2° dès l'instant où il ne fait plus partie de la liste politique sur laquelle il a été élu de par sa volonté ou suite à son exclusion.

Tous les mandats dans les différents organes de l'intercommunale prennent fin immédiatement après la première assemblée générale qui suit le renouvellement des conseils communaux et, s'il échet, provinciaux; il est procédé, lors de la même assemblée générale, à l'installation des nouveaux organes.

Tous les mandats communaux et provinciaux au sein du comité de gestion de l'association de projet prennent fin immédiatement après la première réunion dudit comité de gestion qui suit le renouvellement des conseils communaux et, s'il échet, provinciaux, pour autant que ladite réunion intervienne après le 1<sup>er</sup> mars de l'année qui suit celle des élections communales et provinciales à moins que toutes les communes et provinces associées, s'il échet, aient transmis les déclarations individuelles facultatives d'appareusement ou de regroupement de leurs membres. La désignation des membres du comité de gestion par les autres participants éventuels s'opère au cours du mois qui suit l'installation de leur propre conseil.

**Art. L1532-3.** Il peut être attribué un jeton de présence aux membres du comité de gestion de l'association de projet, par séance effectivement prestée. Le montant du jeton de présence ne pourra excéder les limites établies par le Gouvernement wallon.

**Art. L1532-4.** L'assemblée générale peut allouer des jetons de présence, par séance effectivement prestée, aux membres du conseil d'administration de l'intercommunale.

Elle peut allouer également aux membres de l'organe restreint de gestion, par séance effectivement prestée, un jeton de présence dont le montant est inférieur ou égal à ceux accordés aux membres du conseil d'administration.

Les membres qui assistent à plusieurs réunions du même organe de la même intercommunale qui ont lieu le même jour n'ont droit qu'à un seul jeton de présence.

Le montant du jeton de présence ne peut excéder les limites établies par le Gouvernement wallon.

**Art. L1532-5.** L'assemblée générale peut, en lieu et place de jetons de présence, allouer une indemnité de fonction aux administrateurs qui assurent une mission d'exécution ou de gestion journalière, dans les limites des conditions d'attribution établies par le Gouvernement wallon.

#### CHAPITRE III. — *Médiation et charte de l'utilisateur*

**Art. L1533-1.** § 1<sup>er</sup>. Chaque intercommunale adhère à un service de médiation.

Le Gouvernement arrête les modalités d'adhésion, les règles de fonctionnement et de financement du service de médiation intercommunal de la Région wallonne.

§ 2. Chaque intercommunale rédige et adopte une charte des utilisateurs comprenant au minimum :

- les engagements de l'intercommunale en matière de service aux utilisateurs;
- les procédures de contestation ou réclamation mises à leur disposition;
- les dispositions existant en matière d'information pour les citoyens.

§ 3. Chaque intercommunale dispose d'un site internet à vocation informative et permettant de dispenser des services essentiels aux utilisateurs.

#### TITRE IV. — *Dispositions transitoires et finales*

**Art. L1541-1.** § 1<sup>er</sup>. Le présent Livre entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, sans préjudice du § 2.

§ 2. Les intercommunales existant au moment de l'entrée en vigueur du présent Livre et soumises au décret du 5 décembre 1996 relatif aux intercommunales wallonnes mettront leurs statuts en conformité avec les dispositions du présent Livre avant le premier lundi du mois de décembre 2006, et ce, sans préjudice de l'alinéa qui suit.

La mise en place d'éventuels nouveaux organes prévus par le présent décret au sein des intercommunales se fait concomitamment à l'installation des nouveaux conseils d'administration à la suite des élections communales et provinciales du 8 octobre 2006.

Par dérogation éventuelle à l'article L1523-15, § 5, les organes de gestion existants des intercommunales soumises au décret du 5 décembre 1996 relatif aux intercommunales wallonnes ne peuvent, dans le cadre des modifications de statuts visées au paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, et du renouvellement des organes à la suite des élections communales et provinciales du 8 octobre 2006, compter un plus grand nombre de membres que le nombre de membres qu'ils comprennent au jour de l'entrée en vigueur du présent Livre.

Ce paragraphe n'est pas applicable en cas de fusion ou de restructuration d'intercommunales.

**Art. L1541-2.** Les règles prévues à l'article L1523-14, 8<sup>o</sup>, devront être adoptées par l'assemblée générale au plus tard le 31 décembre 2007.

La mise en ligne du site internet tel que prévu à l'article L1533-1, § 3, devra avoir lieu pour le 31 décembre 2007.

La charte des utilisateurs devra être élaborée pour le 31 janvier 2009.

Avant l'entrée en vigueur du décret habilitant l'organe de contrôle régional dont question à l'article L1523-24, le contrôle de l'intercommunale sera assuré par un ou plusieurs réviseurs.

**Art. L1541-3.** L'article 28 de la loi du 22 décembre 1986 relative aux intercommunales est abrogé. »

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 19 juillet 2006.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Équipement et du Patrimoine,

M. DAERDEN

La Ministre de la Formation,

Mme M. ARENA

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,

Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi et du Commerce extérieur,

J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,

Mme Ch. VIENNE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

—————  
Note

(1) Session 2005-2006.

*Documents du Conseil* 403 (2005-2006), n<sup>os</sup> 1 à 36.

*Compte rendu intégral*, séance publique du 19 juillet 2006.

Discussion. Vote.

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2006 — 3178

[2006/202773]

**19. JULI 2006 — Dekret zur Abänderung des Buchs V des ersten Teils des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung und des Buchs I des dritten Teils desselben Kodex**

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

**Einziger Artikel** - Die Artikel 1 bis 34 des Dekrets vom 5. Dezember 1996 über die wallonischen Interkommunalen, eingefügt in das Buch V des ersten Teils des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung, sowie Artikel L1511-1 bis L1551-3 und der Titel des Buches V werden durch folgende Bestimmungen ersetzt:

«BUCH V — Zusammenarbeit zwischen Gemeinden

**TITEL I — Allgemeine Bestimmungen**

## KAPITEL I — Anwendungsbereich

**Art. L1511-1** - Das vorliegende Buch findet Anwendung auf die Zusammenarbeiten zwischen Gemeinden, deren Zuständigkeitsgebiet die Grenzen der Wallonischen Region nicht überschreitet.

## KAPITEL II — Formen der Zusammenarbeit

*Abschnitt 1 — Vereinbarungen zwischen Gemeinden*

**Art. L1512-1** - Die Gemeinden können unter sich Vereinbarungen über Zwecke gemeindlichen Interesses abschließen.

*Abschnitt 2 — Projektvereinigungen*

**Art. L1512-2** - Mehrere Gemeinden können eine mit der Rechtspersönlichkeit versehene Zusammenarbeitsstruktur schaffen, um die Planung, die Durchführung und die Kontrolle eines Projekts gemeindlichen Interesses zu gewährleisten.

Jegliche Person des öffentlichen oder privaten Rechts darf unter den in den Statuten bestimmten Bedingungen daran teilnehmen.

*Abschnitt 3 — Interkommunale Vereinigungen*

**Art. L1512-3** - Unter den im vorliegenden Buch vorgesehenen Bedingungen können verschiedene Gemeinden Vereinigungen mit bestimmten Gemeindeinteressen bilden.

Diese Vereinigungen werden weiter unten Interkommunalen genannt.

**Art. L1512-4** - Alle anderen Personen des öffentlichen oder privaten Rechts dürfen den Interkommunalen ebenfalls angehören.

Unbeschadet bestehender Mitgliedschaften wird jede Beteiligung der Wallonischen Region an einer Interkommunale durch Dekret genehmigt und festgelegt.

**Art. L1512-5** - Die Interkommunalen dürfen sich am Kapital irgendwelcher Gesellschaft beteiligen, wenn diese Beteiligung zur Verwirklichung ihres Gesellschaftszwecks beitragen kann.

Jede Beteiligung am Kapital einer Gesellschaft wird durch den Verwaltungsrat beschlossen; ein spezifischer Bericht über diese Beschlüsse wird der Generalversammlung gemäß Artikel L1523-13 § 3 vorgestellt.

Wenn die Beteiligung an einer Gesellschaft mindestens einem Zehntel ihres Kapitals oder mindestens einem Fünftel des Eigenkapitals der Interkommunale entspricht, muss die Beteiligung allerdings durch die Generalversammlung mit der einfachen Mehrheit der anwesenden Stimmen beschlossen werden, wobei ebenfalls die einfache Mehrheit der durch die Vertreter der angeschlossenen Gemeindegesschafter abgegebenen Stimmen erreicht werden muss.

*Abschnitt 4 — Gemeinsame Bestimmungen*

**Art. L1512-6** - § 1 - Die Projektvereinigungen und die Interkommunalen erfüllen ungeachtet ihres Gesellschaftszwecks öffentliche Aufgaben und sind aus diesem Grunde juristische Personen des öffentlichen Rechts.

Sie haben keinen Handelscharakter.

Der öffentliche Charakter der Projektvereinigungen und der Interkommunalen überwiegt sowohl in ihren Verhältnissen mit ihren Gesellschaftern, mit ihren Bediensteten oder mit jedem Dritten als auch in allen internen oder externen Mitteilungen.

§ 2 - Als solche dürfen die Projektvereinigungen und die Interkommunalen in eigenem Namen Enteignungen zu gemeinnützigen Zwecken durchführen, Anleihen aufnehmen, unentgeltliche Zuwendungen annehmen und Zuschüsse von den öffentlichen Behörden empfangen.

Alle Einlagen und alle Anschaffungen müssen für die Verwirklichung des Gesellschaftszwecks der Projektvereinigung oder der Interkommunale verwendet werden.

§ 3 - In allen Urkunden, Rechnungen, Ankündigungen, Veröffentlichungen und sonstigen von den Projektvereinigungen oder den Interkommunalen ausgehenden Unterlagen muss der Wortlaut "Projektvereinigung" oder "Interkommunale" unmittelbar vor oder nach dem Gesellschaftsnamen leserlich geschrieben werden.

In all diesen Fällen werden die Projektvereinigungen oder die Interkommunalen ihre eigene Bezeichnung und ggf. ihr Kürzel verwenden.

**TITEL II — Arbeitsmodalitäten**

## KAPITEL I — Vereinbarungen zwischen Gemeinden

**Art. L1521-1** - Die zwischen Gemeinden abgeschlossene Vereinbarung umfasst wenigstens die Bestimmungen über die Dauer und ihre eventuelle Verlängerung, die Möglichkeit ihrer Auflösung, die eventuellen Einlagen der teilnehmenden Gemeinden und die Modalitäten zur Verwaltung dieser Einlagen, die interne Organisation, die gegenseitigen Rechte und Pflichten und die finanziellen Auswirkungen, die Information der Gemeinden, die jährliche Bewertung durch die Gemeinderäte, die Festlegung der finanziellen Bewegungen, die Verwendung des Ergebnisses, die Finanzkontrolle und die Aufteilung der eventuellen Aktiva am Ablauf der Vereinbarung.

**Art. L1521-2** - In der Vereinbarung kann bestimmt werden, dass eine der Gemeinden, die an der Vereinbarung beteiligt ist, als Verwalter benannt wird.

Um die Vereinbarung in die Tat umzusetzen, kann die verwaltende Gemeinde die Mitglieder ihres Personals beschäftigen und/oder die Mitwirkung des Personals der anderen Gemeinden, die an der Vereinbarung beteiligt sind, anfordern, und dies in Anwendung der Bedingungen, die in der Vereinbarung festgelegt sind.

**Art. L1521-3** - Gegebenenfalls wird für die Vereinbarung ein spezifischer geschäftsführender Ausschuss gebildet, der mindestens aus einem Vertreter pro Gemeinde besteht, der unter den Mitgliedern der Gemeinderäte oder -kollegien proportional zu den gesamten an der Vereinbarung teilnehmenden Gemeinden benannt wird und damit beauftragt wird, über die Modalitäten für die Umsetzung der Vereinbarung zu beraten.

Wenn nötig gibt der geschäftsführende Ausschuss für die verwaltende Gemeinde bestimmte Gutachten ab, legt er die finanziellen Bewegungen fest, die sich aus der Vereinbarung ergeben und legt diese den Räten der an der Vereinbarung teilnehmenden Gemeinden zur Information vor.

Das Mandat innerhalb des geschäftsführenden Ausschusses wird unentgeltlich ausgeübt.

## KAPITEL II — Projektvereinigungen

**Art. L1522-1** - § 1 - Die Projektvereinigung wird für einen Höchstzeitraum von sechs Jahren durch Beschluss der betroffenen Gemeinderäte gegründet.

Kein Austritt ist möglich vor der bei der Gründung der Projektvereinigung festgelegten Frist.

Sie kann für einen Zeitraum, der sechs Jahre nicht überschreitet, verlängert werden, ohne jedoch dass dieser Verlängerungsbeschluss bei einer späteren gemeindlichen Legislaturperiode wirksam wird.

Am Ablauf der Vereinigung wird diese aufgelöst. Die Zweckbestimmung der auf der Grundlage eines Enteignungserlasses erworbenen Güter muss zu gemeinnützigen Zwecken beibehalten werden.

§ 2 - Die Statuten umfassen wenigstens:

1. den Namen der Projektvereinigung;
2. ihren Gegenstand;
3. ihren Gesellschaftssitz;
4. ihre Existenzdauer;
5. die genaue Bezeichnung der Gesellschafter, ihrer eventuellen Einlagen und ihrer sonstigen Verpflichtungen;
6. die Zusammensetzung und die Befugnisse des geschäftsführenden Ausschusses der Vereinigung, die Modalitäten für die Beschlussfassungen, die Art und Weise der Benennung und Absetzung ihrer Mitglieder sowie die Möglichkeit für letztere, einem anderen Mitglied des geschäftsführenden Ausschusses der Vereinigung Vollmacht zu erteilen;
7. die Verwendung der eventuellen Gewinne und die Modalitäten für die jährliche Übernahme der eventuellen Defizite der Projektvereinigung durch die Gesellschafter;
8. den Liquidationsmodus, die Art und Weise, wie die Liquidatoren bestellt werden, die Festlegung ihrer Befugnisse und im Falle der Auflösung die Bestimmung der Güter und das Los des Personals.

Bei der Gründung der Projektvereinigung wird jedem Gesellschafter ein Finanzplan zugesandt.

**Art. L1522-2** - Jede Projektvereinigung wird durch eine authentische Urkunde gegründet, die vor dem Bürgermeister der Gemeinde ihres Sitzes oder vor Notar in Gegenwart der Vertreter der anderen angeschlossenen Gemeinden, die zu diesem Zweck bevollmächtigt werden, abgeschlossen wird.

Unbeschadet der gesetzlichen Bestimmungen über die Einbringung von Gebäuden tritt die Urkunde am Datum ihrer Unterzeichnung in Kraft.

Der konstitutive Akt umfasst die Statuten.

Er wird innerhalb von dreißig Tagen nach der Gründung vollständig in den Anlagen zum *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht und gleichzeitig am Sitz der Vereinigung, wo er durch alle eingesehen werden kann, hinterlegt.

**Art. L1522-3** - Vorschläge zu Abänderungen der Statuten erfordern die Zweidrittelmehrheit der anwesenden oder vertretenen Mitglieder des geschäftsführenden Ausschusses der Vereinigung, einschließlich der Zweidrittelmehrheit der Stimmen derjenigen Mitglieder des geschäftsführenden Ausschusses der Vereinigung, die die angeschlossenen Gemeinden vertreten.

Diese Abänderungen müssen durch die Gesellschafter unter den für den konstitutiven Akt erforderlichen Bedingungen angenommen werden.

**Art. L1522-4** - § 1 - Die Projektvereinigung verfügt nur über einen geschäftsführenden Ausschuss, dessen Vertreter der angeschlossenen Gemeinden und gegebenenfalls der angeschlossenen Provinzen jeweils im Verhältnis zu der Gesamtheit der Gemeinderäte der angeschlossenen Gemeinden und gegebenenfalls der Gesamtheit der Provinzialräte der angeschlossenen Provinzen gemäß Artikel 167 und 168 des Wahlgesetzbuches benannt werden. Für die Festsetzung dieses Verhältnisses werden die fakultativen individuellen Listenverbindungs- bzw. Zusammenführungserklärungen berücksichtigt.

Für die Festsetzung dieses Verhältnisses wird/werden die Fraktion bzw. Fraktionen, die die demokratischen Grundsätze nicht einhalten würden, die insbesondere in der Konvention zum Schutz der Menschenrechte und Grundfreiheiten, in den in Belgien rechtsgültigen zusätzlichen Protokollen zu dieser Konvention, in dem Gesetz vom 30. Juli 1981 zur Ahndung bestimmter Taten, denen Rassismus oder Xenophobie zugrunde liegen und in dem Gesetz vom 23. März 1995 zur Ahndung der Leugnung, Verharmlosung, Rechtfertigung oder Billigung des während des zweiten Weltkriegs vom deutschen nationalsozialistischen Regime verübten Völkermordes oder jeder anderen Form des Völkermordes erwähnt werden und diejenigen, die Verwalter einer Vereinigung zur Zeit der Taten waren, aufgrund deren sie wegen eines der im Gesetz vom 30. Juli 1981 oder im Gesetz vom 23. März 1995 vorgesehenen Verstöße verurteilt wurden, nicht berücksichtigt.

Zu den für die angeschlossenen Gemeinden und gegebenenfalls Provinzen vorbehaltenen Ämtern als Mitglieder des geschäftsführenden Ausschusses dürfen nur Mitglieder der Gemeinderäte oder -kollegien und gegebenenfalls der Provinzialräte oder -kollegien ernannt werden.

Der vorliegende Absatz findet *mutatis mutandis* auf die Mitglieder des geschäftsführenden Ausschusses, die die angeschlossenen ÖSHZ vertreten, Anwendung.

§ 2 - Für die Bestimmung eines Mitglieds des geschäftsführenden Ausschusses, das die angeschlossenen Gemeinden und ggf. die angeschlossenen Provinzen vertritt, wird von der in § 1 des vorliegenden Artikels vorgesehenen Regel abgewichen, wenn die gesamten Mitglieder gleichen Geschlechts sind.

In diesem Fall wird ein zusätzliches Mitglied auf Vorschlag der Gesamtheit der angeschlossenen Gemeinden ernannt.

Das so ernannte Mitglied verfügt in allen Fällen über eine beschließende Stimme im geschäftsführenden Ausschuss der Vereinigung.

§ 3 - Jeder Gesellschafter bestimmt direkt seinen oder seine Vertreter beim geschäftsführenden Ausschuss der Vereinigung.

Die Mindestanzahl der Mitglieder des geschäftsführenden Ausschusses, die die Gesamtheit der angeschlossenen Gemeinden vertreten, darf nicht unter vier liegen.

Die Höchstanzahl der Mitglieder des geschäftsführenden Ausschusses wird auf fünfzehn festgelegt.

§ 4 - Der Vorsitz des geschäftsführenden Ausschusses der Vereinigung wird von Amts wegen einem seiner Mitglieder, der die Eigenschaft eines kommunalen Mandatsträgers hat, anvertraut. Die Gemeinden verfügen immer über die Stimmenmehrheit.

§ 5 - Der geschäftsführende Ausschuss ist in Sachen Personal zuständig. Das Personal der Projektvereinigung wird vertraglich angestellt. Es kann ebenfalls für die Dauer der Projektvereinigung durch eine angeschlossene Gemeinde zur Verfügung gestellt werden.

§ 6 - Die Überprüfung der finanziellen Lage wird einem Revisor anvertraut, der vom geschäftsführenden Ausschuss unter den Mitgliedern des Instituts der Betriebsrevisoren ernannt wird.

Der geschäftsführende Ausschuss der Vereinigung stellt die Jahresabschlüsse fest und legt sie zusammen mit seinem Tätigkeitsbericht und dem Bericht des Revisors zur Billigung der Gesellschafter vor; das Billigungsverfahren wird in den Statuten festgelegt.

Die endgültige Billigung wird erlangt, sobald sich eine Mehrheit der Gesellschafter günstig geäußert hat und dem geschäftsführenden Ausschuss der Vereinigung und dem Revisor Entlastung erteilt worden ist.

**Art. L1522-5 - § 1** - Die Versammlungen des Verwaltungsrats der Vereinigung sind nicht öffentlich.

Die ausführlichen Protokolle, ergänzt durch den Bericht über die Abstimmung der individuellen Mitglieder und durch die gesamten Unterlagen, auf die in den Protokollen hingewiesen wird, können durch die Gemeinderatsmitglieder im Sekretariat der angeschlossenen Gemeinden und ggf. durch die Provinzialratsmitglieder der angeschlossenen Provinzen im Provinzialsekretariat eingesehen werden, unbeschadet der Dekretsbestimmungen in Sachen Öffentlichkeit der Verwaltung.

§ 2 - Der geschäftsführende Ausschuss der Vereinigung legt eine Geschäftsordnung fest, die wenigstens die in Artikel L1523-14, 9<sup>o</sup> erwähnten Bestimmungen umfasst.

**Art. L1522-6** - Außer im Falle von qualifizierten Mehrheiten werden die Beschlüsse mit der einfachen Mehrheit gefasst. Diese muss sowohl innerhalb des geschäftsführenden Ausschusses der Vereinigung in seiner Gesamtheit als auch in der Gruppe der durch die Gemeinden ernannten Mitglieder des geschäftsführenden Ausschusses der Vereinigung erreicht werden.

**Art. L1522-7** - Es gibt keine Pflicht hinsichtlich der Bildung eines Gesellschaftskapitals.

Wenn diese Pflicht in den Statuten vorgesehen ist, muss das feste Kapital durch die Teilnehmer bei der Gründung der Vereinigung in Bar eingezahlt werden.

Der gesamte Anteil der Gesellschafter, die keine gemeindlichen Gesellschafter sind, ob Personen des öffentlichen oder privaten Rechts, darf 49% des gesamten Gesellschaftskapitals nicht überschreiten.

Es besteht aus Einlagen, deren Wert und Rechte in den Statuten festgelegt werden.

Die immateriellen Einlagen, die nach wirtschaftlichen Kriterien nicht schätzbaren Gütern entsprechen, und die Sacheinlagen werden auf der Grundlage des Berichts eines Betriebsrevisors eingeschätzt und bestehen aus Einlagen, deren Wert und Rechte in den Statuten festgelegt werden.

Die Gesellschafter dürfen nur für ihre jeweiligen Einlagen entlohnt werden und sind nur im Verhältnis zu diesen Einlagen verantwortlich.

Ein Register wird den Statuten beigelegt, in dem jeder der Gesellschafter sowie für jeden von ihnen die Einlagen, die ihnen zugeteilt sind, angegeben werden.

**Art. L1522-8** - Die Bücher werden gemäß der Gesetzgebung über die Buchhaltung der Unternehmen geführt. Die auf die Öffentlichkeit der Bücher der Unternehmen anwendbaren Regeln finden ebenfalls Anwendung.

### KAPITEL III — Interkommunalen

#### Abschnitt 1 — Die Statuten

**Art. L1523-1** - Die Interkommunalen nehmen entweder die Rechtsform der Aktiengesellschaft oder die der Genossenschaft mit beschränkter Haftung oder aber die der Vereinigung ohne Erwerbszweck an.

Auf die Interkommunalen finden entweder die Gesetze über die Handelsgesellschaften oder diejenigen über die Vereinigungen ohne Erwerbszweck Anwendung, sofern die Statuten wegen der besonderen Art der Vereinigung von den besagten Gesetzen nicht abweichen.

Auf keinen Fall dürfen die Interkommunalen, die die Form einer Vereinigung ohne Erwerbszweck angenommen haben, industrielle oder Handelsgeschäfte tätigen oder versuchen, ihren Mitgliedern einen materiellen Gewinn zu verschaffen.

Das Personal der Interkommunale besteht aus statutarischen und/oder vertraglich angestellten Mitgliedern. Das Personal der Interkommunale wird auf der Grundlage eines vom Verwaltungsrat bestimmten Funktionsprofils und eines Kandidaten-Aufrufs benannt.

**Art. L1523-2** - Außer den zu dem Gesetzbuch über die Gesellschaften und der auf die VoE anwendbaren Gesetzgebung vorgeschriebenen besonderen Angaben umfassen die Statuten wenigstens die folgenden Bestimmungen:

1. ihre Bezeichnung;
2. ihre(n) Gesellschaftszweck(e);
3. den oder die Tätigkeitsbereich(e);

4. ihre Rechtsform;
5. ihren Gesellschaftssitz;
6. ihre Existenzdauer;
7. die genaue Bezeichnung der Gesellschafter, ihrer Einlagen, ihrer Beiträge und ihrer sonstigen Verpflichtungen;
8. die Zusammensetzung und die Befugnisse der Verwaltungsorgane der Interkommunale, die Art und Weise der Benennung und Absetzung ihrer Mitglieder sowie die Möglichkeit für letztere, mit Ausnahme der Vertreter bei den Generalversammlungen, einem anderen Mitglied desselben Organs Vollmacht zu erteilen, wobei der Bevollmächtigte aus der Mitte der Kategorie bestimmt wird, der der Vollmachtgeber angehört;
9. die Art und Weise, wie die Jahresabrechnung, der Bericht des in Artikel L1523-24 erwähnten Kollegiums der Bücherrevisoren, der spezifische Bericht über die Beteiligungen, der Verwaltungsgericht der Interkommunale, der strategische Plan sowie alle anderen für die Generalversammlung bestimmten Dokumente den Gesellschaftern mitgeteilt werden;
10. die Zweckbestimmung der eventuellen Gewinne;
11. die Übernahme des Defizits durch die Gesellschafter, sobald das Nettoaktivvermögen auf einen Betrag von weniger als drei Viertel des Gesellschaftskapitals reduziert wird;
12. die Modalitäten der Kassenführung;
13. die Ausscheidungsmodalitäten eines Gesellschafters;
14. den Liquidationsmodus, die Art und Weise, wie die Liquidatoren bestellt werden, die Festlegung ihrer Befugnisse und unbeschadet des Artikels L1523-22, im Falle der Auflösung der Gesellschaft, die Bestimmung der Güter und das Los des Personals;
15. das Prinzip der doppelten Unterschrift für die Verpflichtungen der Interkommunale, sofern der Verwaltungsrat keine besondere Vollmacht erteilt.

Bei der Gründung der Interkommunale wird jedem gründenden Gesellschafter ein Finanzplan, in dem der Betrag des Gesellschaftskapitals begründet wird, zugesandt. Dieser Plan wird am Gesellschaftssitz der Interkommunale aufbewahrt.

**Art. L1523-3** - Der Gesellschaftssitz der Interkommunale befindet sich in einer der angeschlossenen Gemeinden, in Räumlichkeiten, die der Interkommunale oder einer der angeschlossenen Personen des öffentlichen Rechts gehören.

**Art. L1523-4** - Die Existenzdauer der Interkommunale darf dreißig Jahre nicht überschreiten.

Die Interkommunale darf allerdings um eine oder mehrere Fristen verlängert werden, von denen keine eine Dauer von dreißig Jahren überschreiten darf.

Jede Verlängerung muss durch die Generalversammlung mindestens ein Jahr vor dem Ablauf der in den Statuten festgelegten, laufenden Frist beschlossen werden.

Die Verlängerung wird erst dann erlangt, wenn die betroffenen Gemeinde- und gegebenenfalls Provinzialräte dazu aufgerufen worden sind, darüber zu beraten, und sofern das Gesuch um Verlängerung die für die Annahme von Statutenänderungen erforderliche Mehrheit erhält.

Kein Gesellschafter darf jedoch über die festgelegte Frist hinaus gebunden werden, ehe die Verlängerung in Kraft tritt.

Die Interkommunale darf für eine ihre Existenzdauer überschreitende Frist keine Verpflichtungen eingehen, die die Ausübung durch einen Gesellschafter des Rechts, sich an der Verlängerung nicht zu beteiligen, schwerer und teurer machen würden.

Die Gesellschafter sind nicht gesamtschuldnerisch. Sie haften für die gesellschaftlichen Verpflichtungen nur im Verhältnis zum Betrag ihrer Zeichnungen.

**Art. L1523-5** - Die Statuten können die Möglichkeit für eine Gemeinde vorsehen, vor Ablauf der Existenzdauer der Interkommunale aus ihr auszutreten.

Auf jeden Fall darf jeder Gesellschafter in den folgenden Fällen austreten:

1° je nach Fall, nach fünfzehn Jahren ab dem Anfang der laufenden, in den Statuten festgelegten Frist oder seiner Mitgliedschaft, und zwar mit dem Beifall von zwei Dritteln der Stimmen, die von den anderen Gesellschaftern abgegeben werden, vorausgesetzt dass die positiven Stimmen die Mehrheit der von den Vertretern der angeschlossenen Gemeinden abgegebenen Stimmen umfassen und unter Vorbehalt, dass derjenige, der austritt, den Schaden ersetzt, den sein Ausscheiden nach Schätzung von Sachkundigen der Interkommunale und den anderen Gesellschaftern zufügt;

2° wenn eine selbe im Sinne von Artikel L1512-1 die Gemeindeinteressen angehende Aktivität in einer selben Gemeinde verschiedenen Interkommunalen, Regien oder öffentlichen Einrichtungen anvertraut wird, darf die Gemeinde den Beschluss fassen, diese Aktivität für ihr gesamtes Gebiet einer einzigen Interkommunale oder einer einzigen betroffenen öffentlichen Einrichtung anzuvertrauen. In der im vorangehenden Absatz beschriebenen Annahme, die ungeachtet aller statutengemäßen Bestimmungen erfolgt, ist keine Wahl erforderlich. Nur die im Punkt 1 festgelegten Bedingungen über den Ersatz eines eventuellen Schadens finden Anwendung;

3° im Falle einer Umstrukturierung im Hinblick auf eine Rationalisierung kann eine Gemeinde beschließen, unter dem im Punkt 1 vorgesehenen Bedingungen aus der Interkommunale, in der sie Gesellschafter ist, auszutreten, um in eine andere Interkommunale einzutreten;

4° wenn die Interkommunale innerhalb einer Frist von drei Jahren ab ihrer Gründung der Verwirklichung ihres Gesellschaftszwecks nicht nachkommt, kann der Gesellschafter einseitig seinen Austritt beschließen.

**Art. L1523-6** - Die der Interkommunale angeschlossenen Personen öffentlichen Rechts dürfen sich nur getrennt und bis zu einer bestimmten Summe verpflichten.

Bezüglich jeder Statutenänderung, die für die Gemeinden und gegebenenfalls die Provinzen zusätzliche Verpflichtungen oder eine Minderung ihrer Rechte mit sich bringt, müssen die Gemeinderäte und gegebenenfalls Provinzialräte in den Stand gesetzt werden, darüber zu beraten.

*Abschnitt 2 — Organe der Interkommunale*

## Unterabschnitt 1 — Allgemeine Bestimmungen

**Art. L1523-7** - Jede Interkommunale verfügt über mindestens drei Organe: eine Generalversammlung, einen Verwaltungsrat und einen Entlohnungsausschuss.

Der Generaldirektor oder die Person, die die höchste hierarchische Stellung hat, wohnt den Sitzungen der gesamten Organe mit beratender Stimme bei und wird weder für die Berechnung der verhältnismäßigen Vertretung noch für die Berechnung der Anzahl Verwalter berücksichtigt.

**Art. L1523-8** - Was das Verhältnis der Einlagen der verschiedenen Parteien zur Bildung des Gesellschafts- oder Grundkapitals auch sein mag, die Gemeinden verfügen immer über die Mehrheit der Stimmen und über den Vorsitz in den verschiedenen Verwaltungsorganen der Interkommunale.

**Art. L1523-9** - Die Beschlüsse aller Organe der Interkommunale sind nur dann gültig, wenn sie außer der Mehrheit der abgegebenen Stimmen auch die Stimmenmehrheit der in diesen Organen anwesenden oder vertretenen Gemeindegesellschafter erhalten haben.

Die Statuten können Bestimmungen vorsehen, die unter Beachtung der Wahl- und Vortrittsmodalitäten im Sinne des vorangehenden Absatzes und des Artikels L1523-8 den Schutz der Belange der Gesellschafter gewährleisten, die einer Minderheit angehören.

**Art. L1523-10** - § 1 - Jedes Organ verabschiedet eine Geschäftsordnung, die den durch die Generalversammlung gemäß Artikel L1523-14 festgelegten Mindestinhalt umfasst. Sie wird den Mitgliedern eines jeden Organs sofort nach ihrem Amtsantritt zur Unterschrift vorgelegt und gibt die Einsichtsmodalitäten und Besichtigungsrechte der Gemeinderatsmitglieder, wie in Artikel L1523-13 § 2 vorgesehen, an.

Diese Geschäftsordnung gibt die Art und Weise der vorherigen Information über die Beschlussentwürfe an, die einen Gemeindegesellschafter, der im Organ nicht vertreten ist, besonders betreffen.

§ 2 - Außer in gebührend begründeten, dringenden Fällen erfolgt die Einberufung zu einer Versammlung eines der Verwaltungsorgane per wenigstens sieben volle Tage vor dem Tag der Versammlung an den Wohnsitz geschickten Brief. Dieses Schreiben enthält die Tagesordnung. Die Unterlagen können auf elektronischem Wege mitgeteilt werden. Jeglicher auf der Tagesordnung eingetragene Punkt, der Anlass zu einem Beschluss geben kann, wird außer bei gebührend begründeter Dringlichkeit mit einem Beratungsentwurf versehen, der eine Darlegung der Beweggründe und einen Beschlussentwurf enthält.

Im Falle eines Beschlusses, der kommerzielle und strategische Interessen betrifft, kann der Beratungsentwurf keinen Beschlussentwurf beinhalten.

## Unterabschnitt 2 — Generalversammlung

**Art. L1523-11** - Die Vertreter der angeschlossenen Gemeinden bei der Generalversammlung werden durch den Gemeinderat einer jeden Gemeinde unter den Mitgliedern der Gemeinderäte und -kollegien im Verhältnis zur Zusammensetzung des genannten Rates benannt.

Die Anzahl der Vertreter jeder Gemeinde ist auf fünf festgesetzt, worunter mindestens drei die Mehrheit im Gemeinderat vertreten.

Im Falle der Beteiligung einer Provinz wird die Vertretung der angeschlossenen Provinz(en) in der Generalversammlung *mutatis mutandis* bestimmt.

**Art. L1523-12** - § 1 - Jede Gemeinde verfügt in der Generalversammlung über ein Stimmrecht, das durch die Statuten oder durch die Anzahl Anteile, über die sie verfügt, bestimmt wird.

Die Vertreter jeder Gemeinde und gegebenenfalls jeder Provinz vertreten vor der Generalversammlung das Verhältnis der in ihrem jeweiligen Rat abgegebenen Stimmen.

In Ermangelung eines Beschlusses des Gemeinde- oder gegebenenfalls Provinzialrats verfügt jeder Vertreter über ein Stimmrecht, das dem Fünftel der dem Gemeinde- oder gegebenenfalls Provinzialgesellschafter, den er vertritt, zugewiesenen Anteile entspricht.

Was die Genehmigung der Jahresabrechnung, die Abstimmung der Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder und der Mitglieder des in Artikel L1523-24 erwähnten Kollegiums sowie die Fragen über den strategischen Plan angeht, wird das Nichtvorhandensein eines Beschlusses der Gemeinde oder der Provinz jedoch als eine Stimmenthaltung des betroffenen Gesellschafters betrachtet.

§ 2 - Alle Statutenänderungen sowie alle Beschlüsse bezüglich der Ausschließung von Gesellschaftern verlangen die Zweidrittelmehrheit der Stimmen der bei der Generalversammlung anwesenden Mitglieder, wobei die Zweidrittelmehrheit der von Vertretern der Gemeindegesellschafter abgegebenen Stimmen ebenfalls erreicht werden muss.

**Art. L1523-13** - § 1 - Der Verwaltungsrat muss jährlich mindestens zwei Generalversammlungen gemäß den in den Statuten festgelegten Modalitäten einberufen.

Im Übrigen muss eine außerordentliche Generalversammlung einberufen werden, wenn ein Drittel der Mitglieder des Verwaltungsrates, Gesellschafter, die mindestens ein Fünftel des Kapitals vertreten, oder das Kollegium der Bücherrevisoren dies beantragen.

Die Einberufungsschreiben zu jeder Generalversammlung enthalten die Tagesordnung sowie alle im Zusammenhang mit dieser stehenden Dokumente.

Sie müssen allen Gesellschaftern mindestens dreißig Tage vor dem Sitzungstermin durch einfachen Brief zugesandt werden.

Die einschlägigen Anlagen werden den Einberufungen beigelegt oder auf elektronischem Wege zugeschickt.

Die Mitglieder der beteiligten Gemeinde- und/oder Provinzialräte dürfen als Beobachter den Sitzungen beiwohnen, außer wenn es sich um Personensachen handelt.



In diesem Fall schließt der Vorsitzende die Öffentlichkeit aus, und die Sitzung darf nur dann in der Öffentlichkeit weitergeführt werden, wenn die Besprechung über diese Frage beendet ist.

§ 2 - Die Gemeinde- und/oder Provinzialratsmitglieder der angeschlossenen Gemeinden und Provinzen sind berechtigt, die Haushaltspläne, Rechnungen und Beratungen der Verwaltungs- und Kontrollorgane der Interkommunalen einzusehen.

Die Gemeinde- und/oder Provinzialratsmitglieder der angeschlossenen Gemeinden und/oder Provinzen sind berechtigt, die Gebäude und Dienststellen der Interkommunale zu besichtigen.

Die Gemeinde- oder Provinzialratsmitglieder, die auf Listen von Parteien gewählt worden sind, die die demokratischen Grundsätze nicht einhalten, die u.a. in der Konvention zum Schutze der Menschenrechte und Grundfreiheiten, in den in Belgien rechtsgültigen zusätzlichen Protokollen zu dieser Konvention, im Gesetz vom 30. Juli 1981 zur Ahndung bestimmter Taten, denen Rassismus oder Xenophobie zugrunde liegen, im Gesetz vom 23. März 1995 zur Ahndung der Leugnung, Verharmlosung, Rechtfertigung oder Billigung des während des Zweiten Weltkriegs vom deutschen nationalsozialistischen Regime verübten Völkermords oder jeglicher anderen Form des Genozids angeführt sind, sind vom Vorteil des in den vorstehenden Absätzen erwähnten Einsichtnahme- und Besichtigungsrechts ausgeschlossen.

Die Tatsache, dass die im Punkt 9° von Artikel L1523-14 vorgesehenen Durchführungsbestimmungen nicht festgelegt sind, setzt die Ausübung des Einsichtnahme- und Besichtigungsrechts der Gemeinde- oder Provinzialratsmitglieder nicht aus.

§ 3 - Die erste Generalversammlung des Geschäftsjahres wird im Laufe des ersten Semesters und spätestens am 30. Juni abgehalten. Auf ihrer Tagesordnung muss unbedingt die Genehmigung der Jahresabrechnung des abgeschlossenen Geschäftsjahres stehen, die eine analytische Betriebsbuchführung pro Tätigkeitsbereich enthalten muss, sowie eine die Liste der Auftragnehmer von Bau-, Liefer- oder Dienstleistungsaufträgen, für die die gesamten vorgeschriebenen Bestimmungen des allgemeinen Lastenhefts Anwendung finden. Diese Liste gibt das Vergabeverfahren des Auftrags an, aufgrund dessen sie bezeichnet worden sind.

Sie hört den Geschäftsbericht, den in Artikel L1512-5 vorgesehenen spezifischen Bericht des Verwaltungsrates und den Bericht des in Artikel L1523-24 erwähnten Kollegiums an und billigt die Bilanz.

Nach der Billigung der Bilanz nimmt diese Generalversammlung durch eine getrennte Stimmabgabe zu der Entlastung der Verwalter und der Mitglieder des in Artikel L1523-24 erwähnten Kollegiums Stellung.

Diese Entlastung gilt nur dann, wenn die Bilanz weder ungeklärte Beträge, noch falsche, den tatsächlichen Zustand der Gesellschaft verbergende Angaben enthält. Was die außerhalb der Statuten vorgenommenen Akten betrifft, gilt die Entlastung nur dann, wenn diese im Einberufungsschreiben besonders erwähnt worden sind.

§ 4. Die zweite Generalversammlung des Geschäftsjahres wird während des zweiten Semesters und spätestens am 31. Dezember abgehalten. Im Jahre der Gemeindewahlen findet sie vor dem ersten Montag des Monats Dezember statt.

Die Generalversammlung am Ende des Jahres, das auf das Jahr der Gemeindewahlen folgt, und die Generalversammlung am Ende des Jahres, das auf die Hälfte der Dauer der gemeindlichen Legislaturperiode folgt, haben unbedingt auf ihrer Tagesordnung die Genehmigung eines dreijährigen strategischen Plans, der jeden Tätigkeitsbereich identifiziert und insbesondere einen Bericht umfasst, durch den eine Verbindung zwischen den genehmigten Jahresabrechnungen der letzten drei Haushaltsjahre und den Entwicklungs- und Verwirklichungsperspektiven für die nächsten drei Jahre gemacht werden kann, sowie die Funktions- und Investitionshaushalte pro Tätigkeitsbereich.

Der Planentwurf wird durch den Verwaltungsrat erstellt, in den Räten der angeschlossenen Gemeinden und Provinzen vorgestellt und besprochen und durch die Generalversammlung beschlossen.

Er enthält Leistungsindikatoren und qualitative und quantitative Zielsetzungen, die eine interne Kontrolle ermöglichen, deren Ergebnisse in einem Arbeitsbericht zusammengefasst werden.

Dieser Plan wird bei dieser zweiten Generalversammlung einer jährlichen Bewertung unterworfen. Die Modalitäten für die Öffentlichkeit des strategischen Plans werden von der Wallonischen Regierung festgelegt.

**Art. L1523-14** - Ungeachtet aller anderen statutengemäßen Bestimmungen ist nur die Generalversammlung zuständig für:

1° die Genehmigung der Jahresabrechnung und die Entlastung, die den Verwaltern und den Mitgliedern des in Artikel L1523-24 erwähnten Kollegiums zu erteilen ist;

2° die Genehmigung des strategischen Plans und seine jährliche Bewertung;

3° die Ernennung und die Absetzung der Verwalter und der Mitglieder des in Artikel L1523-24 erwähnten Kollegiums;

4° die Festlegung der Dienstzulagen und Anwesenheitsvergütungen, die den Verwaltern und möglicherweise den Mitgliedern der beschränkten Verwaltungsorgane innerhalb der von der Regierung festgesetzten Grenzen und auf Gutachten des Entlohnungsausschusses gewährt werden, sowie die Bezüge der Mitglieder des in Artikel L1523-24 erwähnten Kollegiums;

5° die Ernennung der Liquidatoren, die Festlegung ihrer Befugnisse und ihrer Bezüge;

6° den Rücktritt und die Ausschließung von Gesellschaftern;

7° die Statutenänderungen, außer wenn die Generalversammlung dem Verwaltungsrat die Befugnis überträgt, die Anhänge bezüglich der Liste der Gesellschafter und der technischen sowie Betriebsbedingungen anzupassen;

8° die Festlegung des Mindestinhalts der allgemeinen Geschäftsordnung jedes Verwaltungsorgans. Diese Geschäftsordnung bestimmt wenigstens:

— die Erteilung der Befugnis, über die Häufigkeit der Versammlungen des oder der beschränkten Verwaltungsorgane zu entscheiden;

— die Erteilung der Befugnis, die Tagesordnung des Verwaltungsrats und des oder der beschränkten Verwaltungsorgane zu bestimmen;

— das Prinzip der Besprechung der Mitteilung der Beschlüsse;

— das Verfahren, nach dem Punkte, die auf der Tagesordnung der Versammlung der Organe der Interkommunale nicht stehen, behandelt werden können;

— die Modalitäten für die Abfassung der Beratungen über die auf der Tagesordnung stehenden Punkte im Protokoll der Versammlungen der Organe der Interkommunale und die Modalitäten für ihre Anwendung;

- das Recht für die Mitglieder der Generalversammlung, dem Verwaltungsrat schriftliche und mündliche Fragen zu stellen;
  - das Recht für die Mitglieder der Generalversammlung, Abschrift der Urkunden und Dokumente über die Verwaltung der Interkommunale zu erhalten;
  - die Modalitäten der Versammlung der Organe der Interkommunale;
- 9° die Verabschiedung der deontologischen und ethischen Regeln, die der allgemeinen Geschäftsordnung jedes Verwaltungsorgans beizufügen ist. Sie umfassen wenigstens:
- die Verpflichtung, sein Mandat völlig auszuüben;
  - die regelmäßige Teilnahme an den Sitzungen der Instanzen;
  - die Regeln zur Organisation der Beziehungen zwischen den Verwaltern und der Verwaltung der Interkommunale;
- 10° die Festlegung der in Artikel L1523-13, § 2 erwähnten Modalitäten für die Einsichtnahme und die Besichtigung, die auf die Gesamtheit der Organe der Interkommunale Anwendung finden und den Gemeinde- und Provinzialratsmitgliedern der angeschlossenen Gemeinden mitgeteilt werden.

### Unterabschnitt 3 — Verwaltungsrat

**Art. L1523-15 - § 1** - Unbeschadet von § 4 Absatz 2 des vorliegenden Artikels ernennt die Generalversammlung die Mitglieder des Verwaltungsrats.

§ 2 - Die Verwalter, die die angeschlossenen Gemeinden oder Provinzen vertreten, sind beider Geschlechter.

§ 3 - Unbeschadet von § 4 des vorliegenden Artikels werden die die angeschlossenen Gemeinden vertretenden Verwalter jeweils unter Berücksichtigung der verhältnismäßigen Vertretung der Gesamtheit der Gemeinderäte der angeschlossenen Gemeinden gemäß Artikeln 167 und 168 des Wahlgesetzbuches ernannt.

Für die Festsetzung dieses Verhältnisses werden die in den Statuten festgelegten Kriterien sowie die fakultativen individuellen Listenverbindungs- bzw. Zusammenführungserklärungen berücksichtigt, insofern diese der Interkommunale vor dem 1. März des Jahres, das auf dasjenige der Gemeinde- und Provinzialwahlen folgt, übermittelt werden.

Für die Festsetzung dieses Verhältnisses wird/werden die Fraktion bzw. besagten Fraktionen, die die demokratischen Grundsätze nicht einhalten würde bzw. würden, die insbesondere in der Konvention zum Schutz der Menschenrechte und Grundfreiheiten, in den in Belgien rechtsgültigen zusätzlichen Protokollen zu dieser Konvention, in dem Gesetz vom 30. Juli 1981 zur Ahndung bestimmter Taten, denen Rassismus oder Xenophobie zugrunde liegen und in dem Gesetz vom 23. März 1995 zur Ahndung der Leugnung, Verharmlosung, Rechtfertigung oder Billigung des während des zweiten Weltkriegs vom deutschen nationalsozialistischen Regime verübten Völkermordes oder jeder anderen Form des Völkermordes erwähnt werden, nicht berücksichtigt.

Zu den den Gemeinden vorbehaltenen Ämtern als Verwaltungsratsmitglied dürfen nur Mitglieder der Gemeinderäte oder -kollegien ernannt werden

Der vorliegende Absatz findet *mutatis mutandis* auf die Verwalter, die die Provinzen und die angeschlossenen ÖSHZ vertreten, Anwendung.

§ 4 - Es wird von der in § 3, vorletzter Absatz des vorliegenden Artikels vorgesehenen Regel für die Benennung eines Verwalters, der die angeschlossenen Gemeinden und ggf. der angeschlossenen Provinzen vertritt, abgewichen, wenn alle Ratsmitglieder, die Mitglieder der Organe sind und aufgrund der Berechnungen nach der darin vorgesehenen Regel benannt wurden, gleichen Geschlechts sind.

In diesem Fall wird ein zusätzlicher Verwalter durch die Generalversammlung auf Vorschlag der Gesamtheit der angeschlossenen Gemeinden ernannt.

Das so ernannte Mitglied verfügt in allen Fällen über eine beschließende Stimme im Verwaltungsrat.

§ 5 - Die Anzahl der Mitglieder des Verwaltungsrats darf weder unter zehn Einheiten noch über dreißig Einheiten liegen. Die Anzahl Sitze wird je nach der Anzahl Einwohner der Gesamtheit der der Interkommunale angeschlossenen Gemeinden festgelegt.

Diese Anzahl wird auf der Grundlage der von Rechts wegen gültigen Bevölkerungszahlen am 1. Januar des Jahres der Gemeinde- und Provinzialwahlen, wie sie im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht werden, festgelegt und beträgt bis zu fünf Verwalter je angebrochene Tranche von fünfzigtausend Einwohnern.

Die Verteilung wird in den Statuten jeder Interkommunale festgelegt.

Auf jeden Fall darf eine Interkommunale von höchstens drei oder von höchstens vier Gemeindegesellschaftern eine Höchstanzahl von zehn bzw. fünfzehn Verwaltern zählen. Wenn mehr als vier Gemeinden angeschlossenen sind und wenn sie weniger als hunderttausend Einwohner betreuen darf der Verwaltungsrat eine Höchstanzahl von fünfzehn Verwaltern umfassen.

§ 6 - Beim Eintritt eines neuen Gesellschafters wird die Zusammensetzung des Verwaltungsrates neu festgelegt, gegebenenfalls im Laufe der nächsten Generalversammlung.

§ 7 - Dem Verwaltungsrat können ein oder mehrere Personalvertreter angehören, die mit beratender Stimme sitzen.

**Art. L1523-16** - Jedes Jahr stellen die Verwalter ein Inventar und eine Jahresabrechnung für jeden Tätigkeitsbereich sowie eine konsolidierte Jahresabrechnung auf.

Die Jahresabrechnung enthält die Bilanz, die Erfolgsrechnung, die Liste der Auftragnehmer und den Anhang, die insgesamt ein Ganzes bilden.

Diese Dokumente werden gemäß dem Gesetz vom 17. Juli 1975 über die Buchhaltung und Jahresabrechnung der Unternehmen und seinen Durchführungserlassen abgefasst, außer wenn die Statuten oder die spezifischen gesetzlichen Bestimmungen davon abweichen.

Außerdem stellen die Verwalter einen Bericht auf, in dem sie über ihre Verwaltung Rechenschaft geben.

Dieser Verwaltungsbericht enthält ein Kommentar zur Jahresabrechnung zur genauen Erklärung der Entwicklung der Geschäfte und der Gesellschaftslage.

Der Bericht enthält auch Angaben bezüglich der nach dem Abschluss des Rechnungsjahres eingetretenen Ereignisse.

Die Verwalter erlassen den in Artikel L1523-13 § 3 vorgesehenen strategischen Plan und den in Artikel L1512-5 vorgesehenen spezifischen Bericht über die Beteiligungen.

Der Verwaltungsrat der Interkommunale überreicht dem in Artikel L1523-24 erwähnten Kollegium die Dokumente und den Verwaltungsbericht mindestens vierzig Tage vor der ordentlichen Generalversammlung, um ihnen zu ermöglichen, die in Artikel L1523-13 § 3 vorgesehenen Berichte aufzustellen.

#### Unterabschnitt 4 — Entlohnungsausschuss

**Art. L1523-17** - Der Verwaltungsrat bildet aus seiner Mitte einen Entlohnungsausschuss.

Der Entlohnungsausschuss gibt der Generalversammlung Empfehlungen für jeden Beschluss betreffend die Anwesenheitsvergütungen, die eventuellen Dienstzulagen und ggf. alle sonstigen Vorteile, ob finanzieller Art oder nicht, die den Mitgliedern der Verwaltungsorgane direkt oder indirekt gewährt werden.

Er legt die Entlohnungen und ggf. alle sonstigen Vorteile, ob finanzieller Art oder nicht, die mit den Führungsfunktionen direkt oder indirekt verbunden sind, fest.

Er legt eine allgemeine Geschäftsordnung fest, die den Rahmen, der seine Arbeitsweise regelt, eindeutig formuliert.

Der Entlohnungsausschuss setzt sich aus fünf Verwaltern zusammen, die unter den Vertretern der angeschlossenen Gemeinden, Provinzen oder ÖSHZ unter Berücksichtigung der verhältnismäßigen Vertretung der Gesamtheit der Räte der angeschlossenen Gemeinden, Provinzen und ÖSHZ gemäß Artikel 167 und 168 des Wahlgesetzbuches ernannt werden, einschließlich des Vorsitzenden des Verwaltungsrats, der den Vorsitz des Ausschusses führt.

Die Mandate innerhalb dieses Ausschusses werden unentgeltlich ausgeübt.

#### Unterabschnitt 5 — Beschränkte Verwaltungsorgane

**Art. L1523-18** - § 1 - Der Verwaltungsrat darf auf eigene Verantwortung einen Teil seiner Befugnisse einem oder mehreren beschränkten Verwaltungsorganen übertragen, insbesondere um einen besonderen Tätigkeitssektor der Interkommunale zu verwalten.

Die Beschlüsse über die finanzielle Strategie und über die allgemeinen Regeln in Sachen Personal dürfen nicht Gegenstand einer Vollmachtserteilung durch den Verwaltungsrat sein.

Die beschränkten Verwaltungsorgane gehen vom Verwaltungsrat aus. Sie setzen sich wenigstens aus vier Verwaltern zusammen, die durch den Verwaltungsrat unter Berücksichtigung der verhältnismäßigen Vertretung der Gesamtheit der Räte der angeschlossenen Gemeinden, Provinzen und ÖSHZ gemäß Artikel 167 und 168 des Wahlgesetzbuches ernannt werden.

Wenn dieses Organ gebildet wird, um einen Tätigkeitssektor zu verwalten, wird die verhältnismäßige Vertretung auf der Grundlage der Gemeinden, Provinzen und der ÖSHZ, die diesem Sektor angeschlossen sind, berechnet.

§ 2 - Die Anzahl Mitglieder des beschränkten Verwaltungsorgans, das mit einem Tätigkeitssektor verbunden ist, ist höchstens auf die Anzahl von Verwaltern, die aus den diesem Sektor angeschlossenen Gemeinden stammen, beschränkt und beruht auf der Anzahl angeschlossener Gemeinden.

Die Verteilung wird in den Statuten jeder Interkommunale festgelegt.

#### Abschnitt 3 — Provinziale und regionale Übermacht

**Art. L1523-19** - § 1 - Wenn ein Provinzialgesellschafter Mittel einbringt, die die Hälfte des Kapitals der Interkommunale außer der bevorrechtigten Anteile übertreffen, dann können die Statuten in Abweichung von Artikel L1523-8 vorsehen, dass:

1. die Mehrheit der Stimmen in den Verwaltungsorganen der Provinz gehört. In diesem Fall und unbeschadet der Anwendung von Artikel L1523-9 sind die Beschlüsse der Generalversammlung, des Verwaltungsrats und der beschränkten Verwaltungsorgane nur dann gültig, wenn sie die Stimmenmehrheit der in diesen Organen anwesenden oder vertretenen Provinzialgesellschafter erhalten haben;

2. der Vorsitz des Verwaltungsrates einem Mitglied des Provinzialrates anvertraut wird. In dieser Annahme dürfen die eventuellen Mandate des oder der stellvertretenden Vorsitzenden nicht den Vertretern dieses Provinzialgesellschafters erteilt werden.

§ 2 - Wenn der Provinzialgesellschafter für mehr als die Hälfte der durch die Interkommunale aufgenommenen Anleihen bürgt, und insofern der Gesamtbetrag der genannten Anleihen mindestens die Hälfte ihres Kapitals erreicht, können die Statuten in Abweichung von Artikel L1523-8 vorsehen, dass der Vorsitz des Verwaltungsrates einem Mitglied des Provinzialrates anvertraut wird. In dieser Annahme dürfen die eventuellen Mandate des oder der stellvertretenden Vorsitzenden nicht den Vertretern dieses Provinzialgesellschafters erteilt werden.

**Art. L1523-20** - § 1 - Wenn die Wallonische Region Mittel einbringt, die die Hälfte des Kapitals der Interkommunale übertreffen, kann in Abweichung von Artikel L1523-8 und gegebenenfalls von Artikel L1523-19 in den Satzungen vorgesehen werden, dass:

1° die Mehrheit der Stimmen in den Verwaltungsorganen der Wallonischen Region gehört. In diesem Fall werden die Beschlüsse der Generalversammlung, des Verwaltungsrats und der beschränkten Verwaltungsorgane nur dann auf gültige Weise gefasst, wenn sie die Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder in diesen Organen vertretenen Vertreter der Wallonischen Region erhalten haben;

2° der Vorsitz des Verwaltungsrats einem Vertreter der Wallonischen Region anvertraut wird. In dieser Annahme können die etwaigen Mandate des oder der stellvertretenden Vorsitzenden nur Vertretern der gemeindlichen oder provinziellen Gesellschaftern gewährt werden;

3° die Wallonische Region zu jeder Zeit der Interkommunale die Ablösung eines ihrer Vertreter in ihren verschiedenen Organen mitteilen kann.

§ 2 - Was die in § 1 erwähnten Situationen betrifft, unterliegen die Beschlüsse der Verwaltungsorgane der Kontrolle durch zwei Kommissare der Wallonischen Region, die von ihr gemäß den folgenden Modalitäten ernannt und entlassen werden:

a) die Kommissare der Regierung wohnen den Versammlungen der Verwaltungsorgane mit beratender Stimme bei. Sie können zu jeder Zeit die Bücher, den Briefwechsel, die Protokolle und im Allgemeinen alle Unterlagen und Geschäftsbücher der Interkommunale an Ort und Stelle einsehen.

Sie können alle Erklärungen oder Auskünfte von allen Verwaltern, Bediensteten und Beauftragten erfordern und alle Überprüfungen vornehmen, die sie für die Ausübung ihres Mandats für notwendig halten. Sie können außerdem jede Frage in Bezug auf die Einhaltung der Regelung, der Statuten oder der Verpflichtungen der Interkommunale in die Tagesordnung einer Verwaltungsratssitzung aufnehmen lassen;

b) jeder Kommissar der Regierung verfügt über eine Frist von vier vollen Tagen, um einen Einspruch gegen die Durchführung eines jeden Beschlusses einzureichen, von dem er meint, dass er im Gegensatz zum Gesetz, zum Dekret, zu den Statuten oder zum allgemeinen Interesse ist. Der Einspruch hat eine aufschiebende Wirkung. Diese Frist läuft ab dem Tag der Versammlung, während deren der Beschluss gefasst worden ist, insofern der Kommissar der Regierung vorschriftsmäßig zur Versammlung geladen worden ist, und, im gegenteiligen Fall, ab dem Tag, an dem er davon informiert worden ist;

c) die Kommissare erheben ihren Einspruch bei der Regierung. Wenn die Wallonische Regierung nicht innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab dem Einspruch befunden hat, ist der Beschluss rechtskräftig. Die Regierung teilt der Interkommunale die Annullierung des Beschlusses mit.

#### Abschnitt 4 — Auflösung und Liquidation

**Art. L1523-21** - Die Generalversammlung darf die Auflösung der Interkommunale vor Ablauf der in den Statuten festgelegten Frist nur mit der Zweidrittelmehrheit der durch die Vertreter der Gemeindegesellschafter abgegebenen Stimmen verkünden, nachdem die Gemeinderäte der angeschlossenen Gemeinden dazu gebracht worden sind, über diese Frage zu beraten.

Im Falle der Anwendung von Artikel L1523-19 darf die Generalversammlung die Auflösung der Gesellschaft nur mit der Zweidrittelmehrheit der durch die Vertreter des oder der Provinzialgesellschaftler(s) abgegebenen Stimmen verkünden, nachdem der oder die angeschlossenen Provinzialräte dazu gebracht worden sind, über diese Frage zu beraten.

**Art. L1523-22** - Im Falle der frühzeitigen Auflösung, Nichtverlängerung bzw. beim Austritt aus der Interkommunale ist jede Gemeinde oder Vereinigung, die die vorher der Interkommunale anvertraute Tätigkeit ganz oder teilweise weiter ausübt, dazu verpflichtet, nach einer durch Sachverständige ausgeführten Schätzung um den gerechten Preis die auf ihrem Gebiet liegenden Anlagen oder Einrichtungen, die zur ausschließlichen Verwirklichung des sie angehenden gesellschaftlichen Zwecks bestimmt sind, zusammen mit dem Personal der Interkommunale zu übernehmen, das zur Ausübung der übernommenen Tätigkeit eingesetzt ist, und zwar auf eine Art und Weise, die zwischen den Parteien ausgemacht werden muss. Die Güter kommen der Gemeinde jedoch kostenlos wieder zu, soweit sie von ihr selbst finanziert wurden, oder sobald diese auf dem Gebiet der Interkommunale liegenden und durch diese letztere zur Benutzung der Gemeinde eingesetzten Güter ganz getilgt worden sind. Über die Bestimmung der gemeinschaftlich benutzten Anlagen und Einrichtungen sowie über die damit zusammenhängenden Lasten wird zwischen den Parteien eine Vereinbarung getroffen. Dies gilt auch für die Güter, die von der Interkommunale oder mit Hilfe von Subsidien anderer öffentlichen Verwaltungen, die nicht getilgt worden sind, finanziert wurden.

Die ausscheidende Gemeinde hat ungeachtet aller anderslautenden statutengemäßen Bestimmungen das Recht, ihren Anteil in der Interkommunale zu bekommen, so wie sich dieser aus der Bilanz des Geschäftsjahres ergibt, im Laufe dessen die Ausscheidung sich wirklich vollzieht.

Die Übernahme der Tätigkeit der Interkommunale durch die Gemeinde oder durch eine andere Vereinigung beginnt erst ab dem Augenblick, wo alle der Interkommunale geschuldeten Beträge tatsächlich an letztere gezahlt worden sind, wobei die Tätigkeit in der Zwischenzeit durch die Interkommunale selbst fortgesetzt wird.

#### Abschnitt 5 — Verschiedene Bestimmungen

**Art. L1523-23** - § 1 - Die Bücher der Interkommunale werden gemäß der Gesetzgebung über die Buchhaltung der Unternehmen geführt, außer wenn die Statuten davon abweichen, und dies, um die Aufteilung der Defizite und der Gewinne pro durch die Statuten organisierten Tätigkeitsbereich zu ermöglichen oder um spezifischen gesetzlichen Bestimmungen, die mit dem Tätigkeitsbereich der Interkommunale verbunden sind, nachzukommen.

Gemäß den Artikeln 92, 94, 95, 143, 608, 616, 624 und 874 des Gesetzbuches über die Gesellschaften, werden die Jahresabrechnung, der Bericht des Kollegiums der Bücherrevisoren sowie der spezifische Bericht über die Beteiligungen, der strategische Plan alle sechs Jahre oder der jährliche Bewertungsbericht über diesen Plan sowie der Verwaltungsbericht der Interkommunale, jedes Jahr allen Gemeinde- und Provinzialratsmitgliedern der angeschlossenen Gemeinden und Provinzen, sowie den Gesellschaftern gleichermaßen zugesandt, damit eine Debatte in jedem Rat oder in jedem zu diesem Zweck organisierten Sonderausschuss eröffnet wird.

Die Tagesordnung der Sitzung des Gemeinderats nach der Einberufung muss einen Punkt über die Genehmigung der Jahresabrechnung und einen Punkt über den strategischen Plan beinhalten.

§ 2 - Jede Interkommunale ist verpflichtet, über eigene Barmittel zu verfügen, deren Führung gemäß den in den Statuten festgesetzten Modalitäten bestimmt wird.

Die Modalitäten für die interne Kontrolle werden durch den Verwaltungsrat erlassen, der den Verantwortlichen für die Zahlungs- und Inkassoverwaltung ernennt. Beim Tätigkeitssektor ernennt das beschränkte Verwaltungsorgan des Tätigkeitssektors den Verantwortlichen für die Zahlungs- und Inkassoverwaltung des betroffenen Sektors.

**Art. L1523-24** - § 1 - Das Kollegium der Bücherrevisoren ist mit der Beaufsichtigung der Interkommunale beauftragt.

§ 2 - Der bzw. die Revisor(en) werden durch die Generalversammlung unter den Mitgliedern, natürlichen oder juristischen Personen, des Instituts der Betriebsrevisoren ernannt.

Der Vertreter des vorerwähnten regionalen Kontrollorgans wird auf Vorschlag des Letzteren durch die Generalversammlung ernannt.

**Art. L1523-25** - Die Wallonische Region darf den Interkommunalen ein Steuersystem für die regionalen Angelegenheiten auferlegen.

#### KAPITEL IV — Internationale Beziehungen

**Art. L1524-1** - Gemäß den in diesem Bereich geltenden internationalen Übereinkommen und Verträgen können die Gemeinden, die Projektvereinigungen und die Interkommunalen an juristischen Personen öffentlichen Rechts, die die nationalen Grenzen überschreiten, beteiligt sein, ungeachtet des juristischen System, dem diese juristischen Personen unterworfen sind.

Die einem ausländischen juristischen System unterworfenen juristischen Personen können an einer Interkommunale beteiligt sein, wenn sie durch das Recht ihres Landes dazu ermächtigt werden.

#### TITEL III — Grundsätze des "guten Regierens"

##### KAPITEL I — Verbote und Unvereinbarkeiten

**Art. L1531-1** - Keiner darf innerhalb der Interkommunale oder der Projektvereinigung eine der angeschlossenen Verwaltungsbehörden vertreten, wenn er Mitglied eines der Organe der Gesellschaft, die die Geschäftsführung oder die Konzession der Tätigkeit des Unternehmens innehat, für die die Interkommunale oder die Projektvereinigung gegründet worden ist.

**Art. L1531-2** - § 1 - Jedem Verwalter einer Interkommunale oder jedem Mitglied des geschäftsführenden Ausschusses einer Projektvereinigung wird es untersagt:

1° bei der Beratung über Angelegenheiten anwesend zu sein, an denen er ein direktes Interesse hat oder an denen seine Bluts- oder Anverwandten bis zum vierten Grad ein persönliches und direktes Interesse haben;

2° sich direkt oder indirekt an Geschäften zu beteiligen, die mit der Interkommunale abgeschlossen werden;

3° sich als Rechtsanwalt, Notar oder Geschäftsmann in Gerichtsprozesse einzuschalten, die gegen die Interkommunale oder die Projektvereinigung geführt werden. In derselben Eigenschaft ist es ihm untersagt, im Interesse der Interkommunale oder der Projektvereinigung eine Sache vor Gericht zu vertreten, Stellungnahmen abzugeben oder in irgendeiner Streitsache aufzutreten.

Das in Absatz 1 Punkt 1. erwähnte Verbot geht nicht über die Bluts- und Anverwandten bis zum zweiten Grad hinaus, wenn es sich um die Vorstellung von Kandidaten, Ernennungen, Absetzungen oder vorläufige Amtsenthebungen handelt.

§ 2 - Jedem Gemeinde- oder Provinzialratsmitglied ist es untersagt, in den Interkommunalen und den Projektvereinigungen, an denen seine Gemeinde oder Provinz angeschlossen ist, mehr als drei ausführende Mandate auszuüben. Unter ausführendem Mandat versteht man jedes Mandat, mittels dessen seinem Inhaber übertragene Entscheidungsbefugnisse anvertraut werden oder das im Rahmen eines beschränkten Verwaltungsorgans ausgeübt wird.

Bei seiner Ernennung und unter Gefahr, sein Amt nicht ausüben zu dürfen, füllt der Verwalter oder das Mitglied des geschäftsführenden Ausschusses der Vereinigung eine Erklärung auf Ehrenwort aus, durch die er bescheinigt, dass er sich nicht in diesem Verbotsfall befindet.

§ 3 - Keiner darf zu einem für die angeschlossenen Verwaltungsbehörden vorbehaltenen Amt eines Verwalters oder eines Mitglieds des geschäftsführenden Ausschusses der Vereinigung ernannt werden, wenn er ein Mandat in den Verwaltungs- und Kontrollorganen einer Vereinigung privaten Rechts ausübt, die eine ähnliche Tätigkeit zur Aufgabe hat, und die, was ihn betrifft, einen direkten und ständigen Interessenkonflikt auslösen könnte. Der Verwalter oder das Mitglied des geschäftsführenden Ausschusses der Vereinigung füllt eine Erklärung auf Ehrenwort aus, durch die er bescheinigt, dass er sich nicht in diesem Verbotsfall befindet.

§ 4 - Das Mandat eines Mitglieds des in Artikel L1523-24 erwähnten Kollegiums darf keinem Mitglied der angeschlossenen Gemeinde- und Provinzialräte erteilt werden.

§ 5 - Ein Gemeinderatsmitglied, ein Schöffe oder ein Bürgermeister einer angeschlossenen Gemeinde, ein Provinzialratsmitglied einer angeschlossenen Provinz, ein Ratsmitglied eines angeschlossenen Sozialhilfeszentrums ist nicht berechtigt, Verwalter einer Interkommunale oder Mitglied des geschäftsführenden Ausschusses einer Projektvereinigung zu sein, wenn er Mitglied ihres Personals ist.

§ 6 - Die Person, die innerhalb des Personals einer Interkommunale die höchste hierarchische Stellung hat, ist nicht berechtigt, Mitglied des Provinz- oder des Gemeindegremiums einer ihr angeschlossenen Provinz bzw. Gemeinde zu sein.

Was die im vorstehenden Absatz erwähnten Personen betrifft, die am Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets schon amtieren, tritt diese Bestimmung am 15. Oktober 2012 in Kraft.

§ 7 - Jegliches Mitglied einer Interkommunale, das Inhaber eines ausführenden Mandats ist und ein Amt als Mitglied einer Regierung ausübt, wird als verhindert betrachtet.

##### KAPITEL II — Rechte und Pflichten

**Art. L1532-1** - § 1 - Bei seiner Einsetzung verpflichtet sich der Verwalter oder das Mitglied des geschäftsführenden Ausschusses der Vereinigung schriftlich:

1° für die wirksame Arbeitsweise des Verwaltungsorgans Sorge zu tragen;

2° die berufsethischen Regeln zu beachten, insbesondere was die Interessenkonflikte, die Benutzung von Vorzugsinformationen, die Loyalität, die Diskretion und das verantwortungsvolle Umgehen mit öffentlichen Geldern angeht;

3° in den Tätigkeitsbereichen der Interkommunale oder der Projektvereinigung seine beruflichen Fähigkeiten zu entfalten und zu aktualisieren, insbesondere durch die Teilnahme an Ausbildungs- und Informationsveranstaltungen, die durch die Interkommunale oder die Projektvereinigung bei ihrem Amtsantritt und jedesmal, wenn die Aktualität in einem Tätigkeitssektor es erfordert, organisiert werden;

4° darauf zu achten, dass das Verwaltungsorgan das Gesetz, die Dekrete und alle anderen verordnungsmäßigen Bestimmungen, sowie die Statuten der Interkommunale und der Projektvereinigung beachtet.

§ 2 - Ein Vertreter der Interkommunale, der vom Verwaltungsrat benannt wird, wird damit beauftragt, mindestens zweimal im Jahre die Jahresabrechnung und den strategischen Plan vor dem Gemeinde-, Provinzial- oder Sozialhilferat der bzw. des angeschlossenen Gemeinde, Provinz oder ÖSHZ zu kommentieren. Ein Vertreter der Interkommunale kann ebenfalls bestimmt werden, um vor den jeweiligen Räten dieser Gesellschafter jeden besonderen Punkt zu kommentieren, dessen Erörterung der Verwaltungsrat für nötig erachtet.

§ 3 - 1° Die Verwalter übernehmen keine persönliche Verantwortung für die Verpflichtungen der Interkommunale.

Gemäß dem allgemeinen Recht sind sie verantwortlich für die Ausführung ihres Mandats und für die bei ihrer Verwaltung begangenen Fehler.

Sie sind gesamtschuldnerisch haftbar entweder gegenüber der Interkommunale oder gegenüber Dritten für jeden Schadenersatz, der sich aus Verstößen gegen die Bestimmungen des Gesetzbuches über die Gesellschaften, die auf die Genossenschaften mit beschränkter Haftung oder auf die Aktiengesellschaften anwendbar sind, oder gegen die Statuten der Interkommunale ergibt.

Was die Verstöße betrifft, an denen sie sich nicht beteiligt waren, werden sie nur von dieser Haftung befreit, wenn kein Verschulden ihnen zur Last fällt und wenn sie bei der nächsten Generalversammlung, nachdem sie Kenntnis davon gehabt haben, diese Verstöße anzeigen.

2° Die Mitglieder des geschäftsführenden Ausschusses der Vereinigung übernehmen keine persönliche Verantwortung für die Verpflichtungen der Projektvereinigung.

Gemäß dem allgemeinen Recht sind sie verantwortlich für die Ausführung ihres Mandats und für die bei ihrer Verwaltung begangenen Fehler. Sie sind gesamtschuldnerisch haftbar entweder gegenüber der Projektvereinigung oder gegenüber Dritten für jeden Schadenersatz, der sich aus Verstößen gegen die Statuten der Interkommunale ergibt.

Was die Verstöße betrifft, an denen sie sich nicht beteiligt waren, werden sie nur von dieser Haftung befreit, wenn kein Verschulden ihnen zur Last fällt und wenn sie den Teilnehmern an der Projektvereinigung, nachdem sie Kenntnis davon gehabt haben, diese Verstöße anzeigen.

§ 4 - 1° Die Generalversammlung kann jederzeit jeden Verwalter auf Antrag des Verwaltungsrates hin wegen Verstoß gegen die allgemeine Geschäftsordnung des Organs, in dem er Mitglied ist, oder wegen Verstoß gegen die in § 1 eingegangenen Verpflichtungen, entlassen. Die Generalversammlung hört den Verwalter zuvor an. In dieser Annahme können die Gesellschafter ihren Vertretern zwingende Vollmacht erteilen.

2° Jeder öffentliche Gesellschafter einer Projektvereinigung kann jederzeit jedes Mitglied des geschäftsführenden Ausschusses der Vereinigung, das er bestimmt hat, entlassen. Er hört den Verwalter zuvor an.

**Art. L1532-2** - Jedes Mitglied eines Gemeinde- und gegebenenfalls Provinzialrats oder eines Sozialhilferats, das in dieser Eigenschaft ein Mandat in einer Interkommunale oder einer Projektvereinigung ausübt, gilt als völlig rechtmäßig ausgeschieden:

1° sobald es diesem Gemeinde- und gegebenenfalls Provinzial- oder Sozialhilferat nicht mehr angehört;

2° sobald er der politischen Liste, auf der er gewählt wurde, nach seinem Willen oder infolge seiner Ausschließung nicht mehr angehört.

Alle Mandate in den verschiedenen Organen der Interkommunale laufen unmittelbar nach der ersten Generalversammlung ab, die auf die Erneuerung der Gemeinde- und gegebenenfalls Provinzialräte folgt. Bei derselben Generalversammlung wird die Einsetzung der neuen Organe vorgenommen.

Alle gemeindlichen und provinziellen Mandate innerhalb des geschäftsführenden Ausschusses der Projektvereinigung laufen unmittelbar nach der ersten Versammlung des besagten geschäftsführenden Ausschusses ab, die auf die Erneuerung der Gemeinde- und gegebenenfalls Provinzialräte folgt, insofern die besagte Versammlung vor dem 1. März des Jahres nach demjenigen der Gemeinde- und Provinzialwahlen stattfindet, es sei denn, die gesamten angeschlossenen Gemeinden und Provinzen ggf. haben die fakultativen individuellen Listenverbindungs- bzw. Zusammenführungserklärungen ihrer Mitglieder übermittelt. Die Benennung der Mitglieder des geschäftsführenden Ausschusses durch die anderen eventuellen Teilnehmer erfolgt im Laufe des Monats, das auf die Einsetzung ihres eigenen Rates folgt.

**Art. L1532-3** - Den Mitgliedern des geschäftsführenden Ausschusses der Projektvereinigung kann eine Anwesenheitsvergütung für jede Sitzung bewilligt werden, der das Mitglied tatsächlich beigewohnt hat. Der Betrag der Anwesenheitsvergütung darf die von der Wallonischen Regierung festgelegten Höchstbeträge nicht überschreiten.

**Art. L1532-4** - Die Generalversammlung darf den Mitgliedern des Verwaltungsrats der Interkommunale Anwesenheitsvergütungen für jede Sitzung bewilligen, der das Mitglied tatsächlich beigewohnt hat.

Sie darf auch den Mitgliedern des beschränkten Verwaltungsorgans eine Anwesenheitsvergütung für jede Sitzung bewilligen, der das Mitglied tatsächlich beigewohnt hat. Ihr Betrag entspricht höchstens dem Betrag der Anwesenheitsvergütung, die den Mitgliedern des Verwaltungsrates bewilligt werden.

Die Mitglieder, die mehreren am selben Tag abgehaltenen Sitzungen desselben Organs derselben Interkommunale beiwohnen, sind nur zu einer einzigen Anwesenheitsvergütung berechtigt.

Der Betrag der Anwesenheitsvergütung darf die von der Wallonischen Regierung festgelegten Höchstbeträge nicht überschreiten.

**Art. L1532-5** - Die Generalversammlung darf den Verwaltern, die einen Auftrag der Geschäftsführung oder der täglichen Verwaltung ausüben, anstatt Anwesenheitsvergütungen eine Dienstzulage in den Grenzen der von der Wallonischen Regierung festgelegten Bewilligungsbedingungen bewilligen.

### KAPITEL III — Vermittlung und Charta des Benutzers

**Art. L1533-1** - § 1 - Jede Interkommunale tritt einem Vermittlungsdienst bei.

Die Wallonische Regierung legt die Beitrittsmodalitäten, die Funktion- und Finanzierungsregeln des interkommunalen Vermittlungsdienstes der Wallonischen Region fest.

§ 2 - Jede Interkommunale verfasst und verabschiedet eine Charta der Benutzer, die mindestens Folgendes umfasst:

- die Verpflichtungen der Interkommunale, was die Dienstleistungen zugunsten der Benutzer betrifft;
- die zu ihrer Verfügung gestellten Anfechtungs- und Beschwerdeverfahren;
- die vorhandenen Bestimmungen in Sachen Information für die Bürger.

§ 3 - Jede Interkommunale verfügt über eine für die Information bestimmte Internet-Webseite, durch die den Benutzern wichtige Dienste angeboten werden können.

#### TITEL IV — Übergangs- und Schlussbestimmungen

**Art. L1541-1** - § 1 - Unbeschadet von § 2 tritt das vorliegende Buch am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

§ 2 - Die Interkommunalen, die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Buches bestehen und dem Dekret vom 5. Dezember 1996 über die wallonischen Interkommunalen unterworfen sind, bringen ihre Statuten mit den Bestimmungen des vorliegenden Buches vor dem ersten Montag des Monats Dezember 2006 in Übereinstimmung und dies unbeschadet des folgenden Absatzes.

Die Einsetzung von im vorliegenden Dekret vorgesehenen eventuellen neuen Organen innerhalb der Interkommunalen erfolgt gleichzeitig mit der Einsetzung der neuen Verwaltungsräte infolge der Gemeinde- und Provinzialwahlen vom 8. Oktober 2006.

Gegebenenfalls in Abweichung von Artikel L1523-15 § 5 dürfen die bestehenden Verwaltungsorgane der dem Dekret vom 5. Dezember 1996 über die wallonischen Interkommunalen unterworfenen Interkommunalen im Rahmen der in § 2 Absatz 1 erwähnten Statutenänderungen und der Erneuerung der Organe infolge der Gemeinde- und Provinzialwahlen vom 8. Oktober 2006 nicht eine Anzahl von Mitgliedern zählen, die die Anzahl Mitglieder übertrifft, die sie am Tage des Inkrafttretens des vorliegenden Buches zählten.

Dieser Paragraph ist nicht anwendbar im Falle einer Fusion oder einer Umstrukturierung von Interkommunalen.

**Art. L1541-2** - Die in Artikel L1523-14 8° vorgesehenen Regeln müssen spätestens am 31. Dezember 2007 durch die Generalversammlung verabschiedet werden.

Das Online-Setzen der in Artikel L1533-1 § 3 vorgesehenen Internet-Webseite muss vor dem 31. Dezember 2007 stattfinden.

Die Charta der Benutzer muss vor dem 31. Januar 2009 verfasst werden.

Vor dem Inkrafttreten des Dekrets zur Ermächtigung des in Artikel L1523-24 erwähnten Kontrollorgans wird die Kontrolle der Interkommunale durch einen oder mehrere Revisoren gewährleistet.

**Art. L1541-3** - Artikel 28 des Gesetzes vom 22. Dezember 1986 über die Interkommunalen wird aufgehoben.»

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 19. Juli 2006

Der Minister-Präsident,

E. DI RUPO

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,

A. ANTOINE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen, der Ausrüstung und des Erbes,

M. DAERDEN

Die Ministerin der Ausbildung,

Frau M. ARENA

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

Ph. COURARD

Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen,

Frau M.-D. SIMONET

Der Minister der Wirtschaft und der Beschäftigung,

J.-C. MARCOURT

Die Ministerin der Gesundheit, der sozialen Maßnahmen und der Chancengleichheit,

Frau Ch. VIENNE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,

B. LUTGEN

—  
Fußnote

(1) Sitzung 2005-2006

Dokumente des Rats 403 (2005-2006), Nrn 1 und 36

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 19. Juli 2006

Diskussion. Abstimmung.

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2006 — 3178

[2006/202773]

**19 JULI 2006. — Decreet tot wijziging van Boek V van het eerste deel van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie en van Boek I van het derde deel van hetzelfde Wetboek**

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Enig artikel.** De artikelen 1 tot 34 van het decreet van 5 december 1996 betreffende de Waalse intercommunales, opgenomen in Boek V van het eerste deel van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, alsook de artikelen L1511-1 tot L1551-3 en de titel van Boek V worden vervangen als volgt :

« BOEK V. — Samenwerking tussen gemeenten

**TITEL I. — Algemene bepalingen**HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied*

**Art. L1511-1.** Dit Boek is van toepassing op de samenwerkingen tussen gemeenten waarvan het rechtsgebied binnen de grenzen van het Waalse Gewest ligt.

HOOFDSTUK II. — *Wijzen van samenwerking**Afdeling 1. — Overeenkomsten tussen gemeenten*

**Art. L1512-1.** De gemeenten kunnen tussen elkaar overeenkomsten sluiten i.v.m. aangelegenheden van gemeentelijk belang.

*Afdeling 2. — Projectverenigingen*

**Art. L1512-2.** Verscheidene gemeenten kunnen een samenwerkingsstructuur met rechtspersoonlijkheid oprichten met het oog op de uitwerking en de uitvoering van een project van gemeentelijk belang, alsook op de controle daarop.

Elke publiek- of privaatrechtelijke persoon kan er deel van uit maken onder de voorwaarden waarin de statuten voorzien.

*Afdeling III. — Intercommunale verenigingen*

**Art. L1512-3.** Verscheidene gemeenten kunnen, onder de bij dit Boek bepaalde voorwaarden, verenigingen met welbepaalde doeleinden van gemeentelijk belang oprichten.

Deze verenigingen worden hierna intercommunales genoemd.

**Art. L1512-4.** Elke andere publiek- of privaatrechtelijke persoon kan eveneens deel uitmaken van de intercommunales.

Onverminderd de bestaande aansluitingen wordt iedere deelneming van het Waalse Gewest in een intercommunale bij decreet toegelaten en vastgesteld.

**Art. L1512-5.** De intercommunales kunnen participaties in het kapitaal van iedere vennootschap nemen wanneer ze van dien aard zijn dat ze tot de verwezenlijking van hun maatschappelijk doel bijdragen.

Over iedere participatie in het kapitaal van een vennootschap wordt door de raad van bestuur beslist; een bijzonder verslag over deze beslissingen wordt overeenkomstig artikel L1523-13, § 3, aan de algemene vergadering voorgelegd.

Wanneer de participatie in een vennootschap echter minstens gelijk is aan één tiende van haar kapitaal of aan één vijfde van de eigen middelen van de intercommunale, beslist de algemene vergadering over de participatie bij gewone meerderheid van de stemmen, met inbegrip van de gewone meerderheid van de door de afgevaardigden van de gemeenteverennoten uitgebrachte stemmen.

*Afdeling IV. — Gemeenschappelijke bepalingen*

**Art. L1512-6.** § 1. Ongeacht hun doel vervullen de projectverenigingen en de intercommunales openbare taken en zijn ze als zodanig publiekrechtelijke rechtspersonen.

Zij hebben geen handelskarakter.

Het openbaar karakter van de projectverenigingen en van de intercommunales is doorslaggevend in hun betrekkingen met hun vennoten, hun ambtenaren en iedere derde, alsmede in iedere interne of externe mededeling.

§ 2. Als dusdanig mogen de projectverenigingen en de intercommunales in eigen naam tot onteigeningen ten algemene nutte overgaan, leningen aangaan, giften aanvaarden en toelagen van de openbare overheden ontvangen.

Iedere inbreng en iedere verwerving moeten voor de verwezenlijking van het maatschappelijk doel van de projectvereniging of van de intercommunale worden aangewend.

§ 3. In alle akten, facturen, aankondigingen, bekendmakingen en andere stukken uitgaande van de projectverenigingen of intercommunales moet de naam of de firma van de vennootschap onmiddellijk vóór of na het woord "projectvereniging" of "intercommunale" leesbaar worden vermeld.

In al die gevallen zullen de projectverenigingen of de intercommunales gebruik maken van hun eigen naam en, eventueel, van hun letterwoord.

**TITEL I. — Wijze van werking**HOOFDSTUK I. — *Overeenkomsten tussen gemeenten*

**Art. L1521-1.** De overeenkomst gesloten tussen gemeenten bevat minstens de bepalingen betreffende de duur en de eventuele verlenging ervan, de ontbindingsmogelijkheid, de eventuele inbreng van de deelnemende gemeenten en de modaliteiten voor het beheer van die inbrengen, de interne organisatie, de wederzijdse rechten en plichten en de financiële gevolgen, de informatieverstrekking aan de gemeenten, de jaarlijkse evaluatie door de gemeenteraden, de vastlegging van de financiële bewegingen, de bestemming van het resultaat, de financiële controle en de verdeling van de eventuele activa na verloop van de overeenkomst.

**Art. L1521-2.** De overeenkomst kan bepalen dat één van de gemeenten die partij is bij de overeenkomst als beheerder aangewezen wordt.



Om deze overeenkomst uit te voeren kan de beherende gemeente, onder de voorwaarden die erin vastliggen, gebruik maken van leden van haar personeel en een beroep doen op personeel van de overige gemeenten die partij zijn bij de overeenkomst.

**Art. L1521-3.** Desgevallend wordt een comité voor het beheer van de overeenkomst belast met overlegpleging over de modaliteiten van tenuitvoerlegging van de overeenkomst. Dat comité bestaat uit minstens één vertegenwoordiger per gemeente, aangewezen onder de leden van de gemeenteraden of -colleges naar evenredigheid van het geheel van de gemeenten die partij zijn bij de overeenkomst.

Het bestuurscomité verleent desnoods adviezen aan de beherende gemeente, legt de uit de overeenkomst resulterende financiële bewegingen vast en maakt ze ter informatie over aan de gemeenteraden die partij zijn bij de overeenkomst.

Het mandaat binnen het bestuurscomité wordt om niet uitgeoefend.

#### HOOFDSTUK II. — *Projectverenigingen*

**Art. L1522-1.** § 1. De projectvereniging wordt voor een periode van maximum zes jaar opgericht bij beslissing van de betrokken gemeenteraden.

Uittreding is niet mogelijk vóór de vervaldatum vastgelegd bij de oprichting van de projectvereniging.

Ze kan met hoogstens zes jaar verlengd worden, maar de beslissing tot verlenging kan niet in werking treden tijdens een latere gemeentelijke legislatuur.

Na afloop wordt de vereniging in vereffening gesteld. De bestemming van de op basis van een onteigeningsbesluit verworven goederen wordt ten algemene nutte behouden.

§ 2. De statuten bevatten hoe dan ook :

1. haar naam;
2. haar doel;
3. haar maatschappelijke zetel;
4. haar duur;
5. de nauwkeurige aanwijzing van de vennoten, van hun eventuele inbrengen, van hun overige verbintenissen;
6. de samenstelling en de bevoegdheden van het bestuurscomité van de vereniging, de modaliteiten inzake de besluitvorming, de wijze van aanwijzing en herroeping van haar leden, alsook de mogelijkheid voor de leden om volmacht te geven aan een ander lid van het bestuurscomité van de vereniging;
7. de bestemming van de eventuele winsten en de modaliteiten voor de jaarlijkse overname van de eventuele verliezen van de projectvereniging door de vennoten;
8. de wijze van vereffening, de wijze waarop de vereffenaars worden aangewezen en de omschrijving van hun bevoegdheden, de bestemming van de goederen en het lot van het personeel in geval van ontbinding.

Bij de oprichting van de projectvereniging wordt aan elke vennoot een financieel plan overgemaakt.

**Art. L1522-2.** Elke projectvereniging wordt opgericht bij authentieke akte gepasseerd voor de burgemeester van de gemeente waar haar zetel gevestigd is, of voor notaris in aanwezigheid van de daartoe gemandateerde vertegenwoordigers van de overige aangesloten gemeenten.

Onverminderd de wetsbepalingen betreffende de inbreng van vaste goederen, treedt de akte in werking op de datum van ondertekening ervan.

De constitutieve akte bevat de statuten.

Ze wordt integraal in de bijlagen bij het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt binnen dertig dagen na de oprichting en gelijktijdig afgegeven op de zetel van de vereniging waar ze voor iedereen ter inzage ligt.

**Art. L1522-3.** De voorstellen tot statutaire wijzigingen vereisen een tweederde meerderheid van de aanwezige of vertegenwoordigde leden van het bestuurscomité van de vereniging, met inbegrip van de tweederde meerderheid van de stemmen van de leden van het bestuurscomité van de vereniging die de aangesloten gemeenten vertegenwoordigen.

Deze wijzigingen worden door de vennoten aangenomen onder de voorwaarden vereist voor de constitutieve akte.

**Art. L1522-4.** § 1. De projectvereniging beschikt uitsluitend over een bestuurscomité waarvan de vertegenwoordigers van de aangesloten gemeenten en, in voorkomend geval, de aangesloten provincies worden aangewezen naar evenredigheid van het geheel van de gemeenteraden van de aangesloten gemeenten en, in voorkomend geval, van het geheel van de provincieraden van de aangesloten provincies, overeenkomstig de artikelen 167 en 168 van het Kieswetboek. Bij de berekening van die evenredigheid wordt rekening gehouden met de facultatieve individuele verklaringen van lijstverbinding of hergroepering.

Bij de berekening van die evenredigheid wordt geen rekening gehouden met genoemde politieke groep(en) die niet zou(den) voldoen aan de beginselen van de democratie verwoord, onder andere, door het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, de aanvullende protocollen bij dit Verdrag van kracht in België, de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden en de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de Tweede Wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd of van elke andere vorm van genocide, noch met degenen die bestuurder van een vereniging waren op het ogenblik van de feiten naar aanleiding waarvan ze veroordeeld werd wegens één van de overtredingen bepaald bij de wet van 30 juli 1981 of de wet van 23 maart 1995.

Tot de aan de aangesloten gemeenten en, in voorkomend geval, de aangesloten provincies voorbehouden functies van lid van het bestuurscomité kunnen evenwel alleen de leden van de gemeenteraden of -colleges, en in voorkomend geval, van de provincieraden of -colleges worden benoemd.

Deze paragraaf is *mutatis mutandis* van toepassing op de leden van het bestuurscomité die de aangesloten O.C.M.W.'s vertegenwoordigen.

§ 2. Als alle leden van hetzelfde geslacht zijn, wordt er afgeweken van de regel bedoeld in paragraaf 1 van dit artikel bij de aanwijzing van een lid van het bestuurscomité dat de aangesloten gemeenten en, desgevallend, de aangesloten provincies vertegenwoordigt.

In dat geval wordt een bijkomend lid benoemd op de voordracht van de gezamenlijke aangesloten gemeenten.

Het aldus genoemde lid is in ieder geval stemgerechtigd binnen het bestuurscomité van de vereniging.

§ 3. Elke vennoot wijst zijn vertegenwoordiger(s) rechtstreeks aan binnen het bestuurscomité van de vereniging.

De gezamenlijke aangesloten gemeenten worden door minstens vier leden van het bestuurscomité vertegenwoordigd.

Het maximaal aantal leden van het bestuurscomité is vastgelegd op vijftien.

§ 4. Het voorzitterschap van het bestuurscomité van de vereniging komt van rechtswege toe aan één van haar leden dat de hoedanigheid van verkozen gemeenteraadslid heeft. De gemeenten beschikken steeds over de meerderheid van de stemmen.

§ 5. Het bestuurscomité is bevoegd inzake personeelsaangelegenheden. Het personeel van de projectvereniging is onderworpen aan een contractueel stelsel. Het kan ook door een andere aangesloten gemeente ter beschikking gesteld worden voor de duur van de projectvereniging.

§ 6. De controle op de financiële toestand wordt toevertrouwd aan een revisor aangewezen door het bestuurscomité onder de leden van het Instituut van Bedrijfsrevisoren.

Het bestuurscomité van de vereniging maakt de jaarrekeningen en legt ze, samen met haar activiteitenrapport en het rapport van de revisor, ter goedkeuring voor aan de vennoten; de goedkeuringsprocedure wordt overeenkomstig de statuten bepaald.

De definitieve goedkeuring is verworven zodra een meerderheid van de vennoten zich gunstig heeft uitgesproken en kwijting heeft gegeven aan het bestuurscomité van de vereniging en aan de revisor.

*Art. L1522-5.* § 1. De vergaderingen van het bestuurscomité van de vereniging zijn niet publiek.

De uitvoerige processen-verbaal, aangevuld met het rapport over de stemming van de individuele leden en met alle documenten waarop de notulen betrekking hebben, kunnen door de gemeenteraadsliden op het secretariaat van de aangesloten gemeenten en, desgevallend, door de provincieraadsliden van de aangesloten provincies op de griffie van de provincie ingekeken worden, onverminderd de decretale bepalingen inzake de openbaarheid van de administratie.

§ 2. Het bestuurscomité van de vereniging maakt een huishoudelijk reglement op waarin hoe dan ook de bepalingen van artikel L1523-14, 9°, opgenomen zijn.

*Art. L1522-6.* Behalve in geval van buitengewone meerderheden, worden de beslissingen genomen bij gewone meerderheid, die bereikt moet worden zowel binnen het gezamenlijke bestuurscomité van de vereniging als binnen de groep van de door de gemeenten aangewezen leden van het bestuurscomité van de vereniging.

*Art. L1522-7.* Er bestaat geen verplichting tot vorming van een maatschappelijk kapitaal.

Indien de statuten in de verplichting voorzien, wordt het vast kapitaal bij de oprichting van de vereniging door de deelnemers in speciën volstort.

De globale deelneming van andere vennoten dan de gemeenten, privaat- of publiekrechtelijke personen, mag niet meer bedragen dan 49 % van het totale maatschappelijk kapitaal

Het wordt vertegenwoordigd door aandelen waarvan de waarde en de rechten statutair zijn bepaald.

Immateriële inbrengen ter vertegenwoordiging van vermogensbestanddelen die niet naar economische maatstaven kunnen worden gewaardeerd en inbrengen in natura worden gewaardeerd op grond van een rapport van een bedrijfsrevisor en vertegenwoordigd door aandelen waarvan de waarde en de rechten statutair zijn bepaald.

De vennoten kunnen uitsluitend voor hun inbreng worden vergoed en zijn slechts aansprakelijk ten belope ervan.

De statuten gaan vergezeld van een register waarin alle vennoten vermeld worden, alsook de aandelen die aan ieder van hen toegekend worden.

*Art. L1522.8.* De boekhouding wordt gevoerd volgens de wetgeving op de boekhouding van de ondernemingen. De regels toepasselijk op de openbaarheid van de rekeningen van de bedrijven zijn eveneens van toepassing.

### HOOFDSTUK III. — *Intercommunales*

#### *Afdeling 1. — Statuten*

*Art. L1523-1.* De intercommunales nemen de rechtsvorm aan ofwel van naamloze vennootschap, ofwel van coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid, ofwel van vereniging zonder winstoogmerk.

De wetten betreffende de handelsvennootschappen en de verenigingen zonder winstoogmerk zijn, al naar gelang het geval, van toepassing op de intercommunales, voor zover de statuten er niet van afwijken wegens de bijzondere aard van de vereniging.

De intercommunales die de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk hebben aangenomen, mogen in geen geval nijverheids- of handelszaken drijven of trachten een stoffelijk voordeel aan hun leden te verschaffen.

Het personeel van de intercommunale is onderworpen aan een statutair en/of contractueel stelsel. Het personeel van de intercommunale wordt aangewezen op basis van een functieprofiel bepaald door de raad van bestuur en van een kandidatenoproep.

*Art. L1523-2.* De statuten van de intercommunale bevatten hoe dan ook, naast de bijzondere meldingen voorgeschreven door het Wetboek van vennootschappen en de wetgeving van toepassing op de vzw's, de volgende bepalingen :

1. haar naam;
2. haar doel of doeleinden;
3. de activiteitensector(en);
4. haar rechtsvorm;
5. haar maatschappelijke zetel;
6. haar duur;
7. de nauwkeurige aanwijzing van de vennoten, hun inbrengen, bijdragen en overige verbintenissen;
8. de samenstelling en de bevoegdheden van haar bestuursorganen, de wijze van aanstelling en herroeping van hun leden, alsook de mogelijkheid voor dezen, met uitzondering van de afgevaardigden in de algemene vergaderingen, om volmacht te geven aan een ander lid van hetzelfde orgaan dat zal worden aangewezen binnen de categorie waartoe de volmachtgever behoort;
9. de wijze waarop aan de vennoten mededeling gedaan wordt van de jaarrekeningen, het verslag van het college van commissarissen bedoeld in artikel L1523-24, het bijzonder verslag over het verwerven van participaties, het verslag over het beheer van de intercommunale, het beleidsplan, alsmede alle andere documenten die bestemd zijn voor de algemene vergadering;

10. de besteding van de winsten;
11. de overname van het tekort door de vennoten zodra de netto activa herleid worden tot een bedrag kleiner dan drie vierde van het maatschappelijk kapitaal;
12. de wijze waarop de thesaurie wordt beheerd;
13. de wijze van uittreden van een vennoot;
14. de wijze van vereffening, de wijze waarop de vereffenaars worden aangesteld en de omschrijving dezer bevoegdheden en, onverminderd artikel L1523-22, de bestemming van de goederen en het lot van het personeel in geval van ontbinding;
15. het beginsel van de dubbele ondertekening voor haar verbintenissen, behalve speciale delegatie van de raad van bestuur.

Bij de oprichting van de intercommunale wordt aan iedere medeoprichter een financieel plan bezorgd waarin het bedrag van het maatschappelijk kapitaal wordt gerechtvaardigd. Het wordt op de maatschappelijke zetel van de intercommunale bijgehouden.

**Art. L1523-3.** De maatschappelijke zetel van de intercommunale is gevestigd in één van de aangesloten gemeenten, in de lokalen die aan de intercommunale of aan één van de aangesloten publiekrechtelijke personen toebehoren.

**Art. L1523-4.** De duur van de intercommunale mag dertig jaar niet overschrijden.

De intercommunale kan evenwel verlengd worden met één of meer termijnen van hoogstens dertig jaar.

Over iedere verlenging moet minstens één jaar vóór het verstrijken van de lopende statutaire duur door de algemene vergadering beslist worden.

De verlenging is aangenomen voor zover de gemeenteraden en, in voorkomend geval, provincieraden erover hebben beraadslaagd en besloten, en voor zover deze verlengingsaanvraag de meerderheid verkrijgt die vereist is voor de goedkeuring van de statutaire wijzigingen.

Geen enkele vennoot mag evenwel worden gebonden door een termijn die verder reikt dan hetgeen was besloten vóór het ingaan van de verlenging.

De intercommunale mag geen verbintenissen aangaan voor een termijn die haar duur overschrijdt, waardoor het voor een vennoot moeilijker of bezwarender zou zijn om gebruik te maken van het recht om niet mee te doen aan de verlenging.

De vennoten zijn niet hoofdelijk aansprakelijk. Ze zijn gehouden tot nakoming van de maatschappelijke verbintenissen ten belope van hun inschrijvingen.

**Art. L1523.5.** De statuten kunnen voorzien in de mogelijkheid voor een gemeente om uit de intercommunale te treden vóór het verstrijken van haar duur.

Elke vennoot mag hoe dan ook onder de volgende voorwaarden uit de intercommunale treden :

1° na vijftien jaar te rekenen vanaf het begin van de lopende statutaire termijn of vanaf zijn aansluiting, al naar gelang het geval, met de instemming van tweederde van de stemmen van de andere vennoten, voor zover de positieve stemmen de meerderheid omvatten van de stemmen uitgebracht door de vertegenwoordigers van de aangesloten gemeenten en onder voorbehoud dat degene die uittreedt de schade vergoedt die zijn uittreding, naar schatting van deskundigen, aan de intercommunale en aan de andere vennoten berokkent;

2° indien dezelfde activiteit van gemeentelijk belang in de zin van artikel L1512-1, in dezelfde gemeente aan verschillende intercommunales, bedrijven of instellingen van openbaar nut wordt toevertrouwd, mag de gemeente beslissen die activiteit, voor haar gehele grondgebied, toe te vertrouwen aan één enkele intercommunale, aan één enkel bedrijf of aan één enkele belanghebbende gewestelijke instelling van openbaar nut; Indien de in het vorige lid bedoelde gevallen zich niettegenstaande iedere andersluidende statutaire bepaling voordoen, is de stemming niet vereist. Alleen de onder punt 1° bedoelde voorwaarden betreffende de vergoeding van de eventuele schade zijn van toepassing;

3° in geval van herstructurering wegens rationalisatie, kan een gemeente beslissen uit de intercommunale te treden waarbij ze aangesloten is om zich bij een andere intercommunale aan te sluiten, onder de voorwaarden die in 1° vastliggen;

4° eenzijdig, wanneer de intercommunale haar maatschappelijk doel verzuimt te verwezenlijken binnen een termijn van drie jaar, te rekenen vanaf haar oprichting.

**Art. L1523-6.** De publiekrechtelijke personen die bij de intercommunale zijn aangesloten, kunnen zich alleen afzonderlijk en elk tot beloop van een bepaalde som verbinden.

Over iedere wijziging van de statuten die voor de gemeenten, of in voorkomend geval voor de provincies, bijkomende verplichtingen of een vermindering van hun rechten meebrengt, moet in de gemeenteraden, en in voorkomend geval, in de provincieraden worden beraadslaagd en besloten.

## *Afdeling 2. — Organen van de intercommunale*

### *Onderafdeling 1. — Algemene bepalingen*

**Art. L1523-7.** Iedere intercommunale omvat drie organen : een algemene vergadering, een raad van bestuur en een bezoldigingscomité.

De directeur-generaal of de persoon die de hoogste hiërarchische positie bekleedt, woont de zittingen van alle organen met raadgevende stem bij en wordt niet in aanmerking genomen bij de berekening van de evenredige vertegenwoordiging, noch bij de berekening van het aantal bestuurders.

**Art. L1523-8.** Ongeacht de verhouding van de inbrengen van de verschillende partijen in de samenstelling van het maatschappelijk kapitaal of fonds, beschikken de gemeenten in de verschillende bestuursorganen van de intercommunale steeds over de meerderheid van de stemmen en over het voorzitterschap.

**Art. L1523-9.** De beslissingen van alle organen van de intercommunale zijn slechts geldig indien zij, behalve de meerderheid van de uitgebrachte stemmen, ook de meerderheid van de in die organen aanwezige of vertegenwoordigde gemeentevennoten hebben verkregen.

De statuten kunnen voorzien in bepalingen die de belangen van de minoritaire vennoten veilig stellen, met inachtneming van de in het voorgaande lid en in artikel L1523-8 bedoelde regels inzake stemming en voorrang.

**Art. L1523-10.** § 1. Elk orgaan neemt een huishoudelijk reglement aan met de minimale inhoud vastgelegd door de algemene vergadering overeenkomstig artikel L1523-14. Het wordt ter ondertekening voorgelegd aan de leden van elk orgaan zodra ze in functie treden en bevat de modaliteiten van raadpleging en de bezoekrechten van de gemeenteraadsleden zoals bepaald bij artikel L1523-13, § 2.

Dat reglement voorziet eveneens in de wijze van voorafgaande informatieverstrekking inzake beraadslagingsprojecten betreffende meer bepaald een gemeentevenoot die niet binnen het orgaan vertegenwoordigd is.

§ 2. De oproeping geschiedt schriftelijk en aan huis ten minste zeven volle dagen vóór de dag van de vergadering, behalve behoorlijk gemotiveerde dringende noodzakelijkheid. Zij vermeldt de agenda. De documenten kunnen elektronisch toegestuurd worden. Elk agendapunt waarover beslist moet worden gaat vergezeld van een ontwerp van beraadslaging bevattende een memorie van toelichting en een ontwerp van beslissing, behalve behoorlijk gemotiveerde dringende noodzakelijkheid.

Als de beslissing betrekking heeft op de commerciële en strategische belangen, moet het ontwerp van beraadslaging geen ontwerp van beslissing bevatten.

#### Onderafdeling 2. — Algemene vergadering

**Art. L1523-11.** De afgevaardigden van de aangesloten gemeenten in de algemene vergadering worden naar evenredigheid van de samenstelling van de raad door de gemeenteraad van elke gemeente aangewezen onder de leden van de gemeenteraden en -colleges.

Het aantal afgevaardigden van iedere gemeente is vastgesteld op vijf, onder wie ten minste drie de meerderheid van de gemeenteraad vertegenwoordigen.

In geval van provinciale deelneming geldt hetzelfde, *mutatis mutandis*, voor de vertegenwoordiging in de algemene vergadering van de aangesloten provincie(s).

**Art. L1523-12.** § 1. Iedere gemeente beschikt in de algemene vergadering over een stemrecht dat bepaald wordt op grond van de statuten of van het aantal aandelen dat zij in handen heeft. De afgevaardigden van elke gemeente en, in voorkomend geval, van elke provincie geven de algemene vergadering kennis van de stemmenverhouding binnen hun raad.

Indien de gemeenteraad en, in voorkomend geval, de provincieraad niet beslissen, beschikt iedere afgevaardigde over een stemrecht dat overeenkomt met één vijfde van de aandelen die toegewezen zijn aan de vennoot die hij vertegenwoordigt.

Wat betreft de goedkeuring van de jaarrekeningen, de stemming van de aan de bestuurders en leden van het in artikel L1523-24 bedoelde College te verlenen kwijting, de vraagstukken betreffende het beleidsplan, wordt het gebrek aan gemeentelijke of provinciale beraadslaging beschouwd als een onthouding van betrokken vennoot.

§ 2. Iedere statutaire wijziging vereist, net zoals iedere beslissing betreffende de uitsluiting van vennoten, een tweederde meerderheid van de stemmen uitgebracht door de op de algemene vergadering aanwezige afgevaardigden, met inbegrip van een tweederde meerderheid van de stemmen uitgebracht door de afgevaardigden van de gemeentevennoten.

**Art. L1523-13.** § 1. Jaarlijks moeten, na bijeenroeping door de raad van bestuur, ten minste twee algemene vergaderingen op de bij de statuten bepaalde wijze worden gehouden.

Overigens moet de algemene vergadering in buitengewone zitting worden bijeengeroepen op verzoek van één derde van de leden van de raad van bestuur, van vennoten die minstens één vijfde van het kapitaal vertegenwoordigen of van het college van commissarissen.

De oproepingen voor iedere algemene vergadering vermelden de agenda en omvatten alle desbetreffende stukken.

Ze worden minstens dertig dagen vóór de datum van de zitting bij gewone post aan alle vennoten toegezonden.

De desbetreffende bijlagen worden er bij gevoegd of elektronisch toegezonden.

De betrokken leden van de betrokken gemeente- en/of provincieraaden mogen als waarnemers aan de zittingen deelnemen, behalve als het om personenaangelegenheden gaat.

In dit laatste geval beveelt de voorzitter onmiddellijk de behandeling in besloten vergadering en wordt de zitting pas opnieuw openbaar na bespreking van de aangelegenheid.

§ 2. De gemeente- en/of provincieraadsleden van de aangesloten gemeenten en provincies mogen inzage nemen van de begrotingen, rekeningen en beslissingen van de beheers- en controleorganen van de intercommunales.

De gemeente- en/of provincieraadsleden van de aangesloten gemeenten en/of provincies mogen de gebouwen en diensten van de intercommunale bezoeken.

Het voordeel van het inzage- en bezoekrecht bedoeld in de vorige leden geldt niet voor de gemeente- of provincieraadsleden verkozen op lijsten van partijen die de beginselen van de democratie niet in acht nemen, zoals verwoord, onder andere, door het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, de aanvullende protocollen bij dit Verdrag van kracht in België, de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden en de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de Tweede Wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd of van elke andere vorm van genocide.

Het gebrek aan definitie van de modaliteiten bedoeld in 9<sup>o</sup> van artikel L1523-14 is niet opschortend voor de uitoefening van het raadplegings- en bezoekrecht van de gemeente- en/of provincieraadsleden.

§ 3. De eerste algemene vergadering van het boekjaar wordt in de loop van het eerste halfjaar gehouden, uiterlijk op 30 juni. Op haar agenda staat noodzakelijkerwijs de goedkeuring van de jaarrekeningen van het afgesloten boekjaar, waarin een beknopte boekhouding per activiteitensector voorkomt, alsook de lijst van de aannemers van opdrachten van werken, leveringen of diensten waarop alle dwingende bepalingen van de algemene aannemingsvoorwaarden van toepassing zijn. Deze lijst vermeldt de gunningswijze van de opdracht op grond waarvan ze zijn aangewezen.

Ze hoort het jaarverslag en het bijzonder verslag van de raad van bestuur bedoeld in artikel L1512-5, alsmede het verslag van het College bedoeld in artikel L1523-24, en keurt de balans goed.

Na goedkeuring van de balans beslist de algemene vergadering bij afzonderlijke stemming over de kwijting die verleend moet worden aan de bestuurders en leden van het College bedoeld in artikel L1523-24.

Deze kwijting is alleen dan rechtsgeldig wanneer de ware toestand van de vennootschap niet wordt verborgen door enige weglating of onjuiste opgave in de balans, en wat de extra statutaire verrichtingen betreft, wanneer deze bepaaldelijk zijn aangegeven in de oproeping.

§ 4. De tweede algemene vergadering van het boekjaar wordt in de loop van het tweede halfjaar gehouden, uiterlijk 31 december. Ze wordt gehouden vóór de eerste maandag van de maand december van het jaar van de gemeenteverkiezingen.

De algemene vergadering aan het einde van het jaar na het jaar van de gemeenteverkiezingen en de algemene vergadering aan het einde van het jaar na de helft van de termijn van de gemeentelijke legislatuur hebben noodzakelijkerwijs als agendapunt de goedkeuring van een beleidsplan over drie jaar, waarin elke activiteitensector geïdentificeerd wordt en, o.a., een rapport opgenomen is op grond waarvan een band gelegd kan worden tussen de goedgekeurde rekeningen van de drie vorige boekjaren en de evolutie- en uitvoeringsperspectieven voor de drie volgende jaren. Het beleidsplan voorziet ook in de werkings- en investeringsbegrotingen per activiteitensector.

Het ontwerpplan wordt opgemaakt door de raad van bestuur, overgelegd en besproken binnen de raden van de aangesloten gemeenten en provincies en vastgelegd door de algemene vergadering.

Het bevat de prestatieindicatoren en de kwalitatieve en kwantitatieve doelstellingen die interne controle mogelijk maken waarvan de resultaten in een situatie-overzicht zullen voorkomen.

Dat plan is tijdens die tweede algemene vergadering het voorwerp van een jaarlijkse evaluatie. De modaliteiten voor de openbaarheid van het beleidsplan worden door de Regering bepaald.

**Art. L1523-14.** Niettegenstaande iedere andersluidende statutaire bepaling is alleen de algemene vergadering bevoegd voor :

1° de goedkeuring van de jaarrekeningen en de kwijting die verleend moet worden aan de bestuurders en leden van het college bedoeld in artikel L1523-24;

2° de goedkeuring van het beleidsplan en de jaarlijkse evaluatie ervan;

3° de benoeming en de herroeping van de bestuurders en leden van het college bedoeld in artikel L1523-24;

4° de vaststelling, binnen de door de Waalse Regering bepaalde grenzen en na advies van het bezoldigingscomité, van de functievergoedingen en presentiegelden toegekend aan de bestuurders en, eventueel, aan de leden van de beperkte bestuursorganen, alsmede van de bezoldigingen van de leden van het college bedoeld in artikel L1523-24;

5° de benoeming van de vereffenaars, de vaststelling van hun bevoegdheden en bezoldigingen;

6° de uittreding en de uitsluiting van vennoten;

7° de statutaire wijzigingen, behalve indien ze de raad van bestuur machtiging verleent om de bijlagen m.b.t. de vennotenlijst en de technische en exploitatievoorwaarden aan te passen;

8° de vastlegging van de minimale inhoud van het huishoudelijk reglement van elk bestuursorgaan. Dat reglement voorziet hoe dan ook in :

— de toekenning van de bevoegdheid tot beslissing over de frequentie van de vergaderingen van het (de) beperkte bestuursorgaan (bestuursorganen).

— de toekenning van de bevoegdheid tot beslissing over de agenda van de raad van bestuur van het (de) beperkte bestuursorgaan (bestuursorganen).

— het beginsel van het bespreekbaar maken van de mededeling van de beslissingen;

— de procedure volgens dewelke de punten die niet op de agenda van de vergadering van de organen van de intercommunale staan ter bespreking gesteld kunnen worden;

— de modaliteiten volgens dewelke de besprekingen van de agendapunten opgenomen worden in de notulen van de vergaderingen van de organen van de intercommunale en de toepassingsmodaliteiten ervan;

— het recht, voor de leden van de algemene vergadering, om schriftelijk en mondeling vragen te stellen aan de raad van bestuur;

— het recht, voor de leden van de algemene vergadering, om een afschrift van de akten en stukken betreffende het bestuur van de intercommunale te eisen;

— de modaliteiten voor de werking van de vergadering van de organen van de intercommunale;

9° - de aanneming van deontologische en ethische regels die bij het huishoudelijk reglement van elk bestuursorgaan gevoegd moet worden. Ze omvatten hoe dan ook :

— de verbintenis tot volle uitoefening van het mandaat;

— de regelmatige voorbereiding op de zittingen van de instanties;

— de regels voor de organisatie van de relaties tussen de bestuurders en de administratie van de intercommunale;

10° de definitie van de raadplegings- en bezoeksmodaliteiten bedoeld in artikel L1523-13, § 2, eerste lid, die toepasselijk zullen zijn op het geheel van de organen van de intercommunale en die meegedeeld zullen worden aan de leden van de gemeente- en provincieraden van de aangesloten gemeenten.

### Onderafdeling 3. — Raad van bestuur

**Art. L1523-15.** § 1. Onverminderd paragraaf 4, tweede lid, van dit artikel, worden de leden van de raad van bestuur door de algemene vergadering benoemd.

§ 2. De aangesloten gemeenten of provincies worden vertegenwoordigd door bestuurders van beide geslachten.

§ 3. Onverminderd paragraaf 4 van dit artikel, worden de bestuurders die de aangesloten gemeenten vertegenwoordigen respectievelijk naar evenredigheid van het geheel van de gemeenteraden van de aangesloten gemeenten aangewezen overeenkomstig de artikelen 167 en 168 van het Kieswetboek.

Voor de berekening van die evenredigheid wordt rekening gehouden met de eventuele statutaire criteria, alsook met de facultatieve individuele verklaringen van lijstverbinding of hergroepering, voor zover deze aan de intercommunale worden overgemaakt vóór 1 maart van het jaar na dat van de provinciale en gemeenteverkiezingen

Bij de berekening van die evenredigheid wordt daarentegen geen rekening gehouden met de politieke groep(en) die niet zou(den) voldoen aan de beginselen van de democratie verwoord, onder andere, door het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, de aanvullende protocollen bij dit Verdrag van kracht in België, de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden en de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de Tweede Wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd of van elke andere vorm van genocide.

Tot de aan de gemeenten voorbehouden functies van bestuurder mogen alleen leden van de gemeente- of collegieraden benoemd worden.

Deze paragraaf is *mutatis mutandis* van toepassing op de bestuurders die de aangesloten provincies en O.C.M.W.'s vertegenwoordigen.

§ 4. Als alle leden van de organen van hetzelfde geslacht zijn, wordt er van de regel bedoeld in § 3, voorlaatste lid, van dit artikel afgeweken bij de aanwijzing van een bestuurder die de aangesloten gemeenten en, desgevallend, de aangesloten provincies vertegenwoordigt.

In dat geval benoemt de algemene vergadering een bijkomende bestuurder op de voordracht van de gezamenlijke aangesloten gemeenten.

De aldus benoemde bestuurder is in ieder geval stemgerechtigd binnen de raad van bestuur.

§ 5. De raad van bestuur mag niet minder dan tien en niet meer dan dertig leden tellen. Het aantal zetels wordt vastgelegd op grond van het aantal inwoners van de gezamenlijke aangesloten gemeenten van de intercommunale.

Dat aantal wordt vastgelegd op basis van de cijfers van de werkelijke bevolking op 1 januari van het jaar van de provinciale en gemeenteverkiezingen, zoals bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*, en naar rato van vijf bestuurders per aangesneden schijf van vijftigduizend inwoners.

De verdeling ligt vast in de statuten van elke intercommunale.

In ieder geval kan een intercommunale met maximum drie of vier aangesloten gemeenten maximum respectievelijk tien of vijftien bestuurders tellen. Als meer dan vier gemeenten aangesloten zijn en minder dan honderdduizend inwoners bedienen, mag de raad van bestuur hoogstens vijftien bestuurders tellen.

§ 6. Bij de toetreding van een nieuwe vennoot wordt de samenstelling van de raad van bestuur desnoods op de eerstvolgende algemene vergadering herzien.

§ 7. In de raad van bestuur kunnen één of meer personeelsafgevaardigden zitting hebben met raadgevende stem.

**Art. L1523-16.** De bestuurders maken jaarlijks een inventaris op, alsook de jaarrekeningen per activiteitssector en de geconsolideerde jaarrekeningen.

De jaarrekeningen bestaan uit de balans, de resultatenrekening, de lijst van de aannemers en de bijlage die een geheel vormen.

Deze stukken worden opgemaakt overeenkomstig de wet van 17 juli 1975 met betrekking tot de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen en overeenkomstig de besluiten ter uitvoering ervan, behalve als de statuten of specifieke wetsbepalingen daarvan afwijken.

De bestuurders stellen bovendien een verslag op waarin ze rekenschap geven van hun beheer.

Dat verslag bevat een commentaar op de jaarrekeningen waarbij een getrouw overzicht wordt gegeven van de gang van zaken en van de positie van de vennootschap

Het jaarverslag bevat ook informatie omtrent de gebeurtenissen die na afsluiting van het boekjaar hebben plaatsgevonden.

De bestuurders bepalen de evaluatie van het beleidsplan bedoeld in artikel L1522-3, § 4, alsmede het bijzonder verslag over de participaties, waarvan sprake in artikel L1512-5.

Om het in artikel L1523-24 bedoelde college in staat te stellen de in artikel L1523-13, § 3, bedoelde verslagen op te maken, bezorgt de raad van bestuur van de intercommunale hem de stukken en het jaarverslag minstens veertig dagen vóór de gewone algemene vergadering.

#### Onderafdeling 4. — Bezoldigingscomité

**Art. L1523-17.** De raad van bestuur richt binnen zijn midden een bezoldigingscomité op.

Het bezoldigingscomité geeft de algemene vergadering aanbevelingen m.b.t. elke beslissing betreffende presentiegeld, eventuele functievergoedingen en elk ander al dan niet geldelijk voordeel rechtstreeks of onrechtstreeks toegekend aan de leden van de bestuursorganen.

Het bepaalt de bezoldigingen en elk ander al dan niet geldelijk mogelijk voordeel in rechtstreeks of onrechtstreeks verband met de directiefuncties.

Het maakt een huishoudelijk reglement op waarin zijn werkingsmodaliteiten vastliggen.

Het bezoldigingscomité bestaat uit vijf bestuurders aangewezen onder de vertegenwoordigers van de aangesloten gemeenten, provincies of O.C.M.W.'s volgens de evenredige vertegenwoordiging van het geheel van de raden van de aangesloten gemeenten, provincies of O.C.M.W.'s, overeenkomstig de artikelen 167 en 168 van het Kieswetboek, met inbegrip van de voorzitter van de raad van bestuur die het voorzitterschap van het comité waarneemt.

De mandaten binnen dat comité worden om niet uitgeoefend.

#### Onderafdeling 5. — Beperkte bestuursorganen

**Art. L1523-18.** § 1. De raad van bestuur kan zijn bevoegdheden op eigen verantwoordelijkheid gedeeltelijk overdragen aan één of verscheidene beperkte bestuursorganen, o.a. voor het beheer van een bijzondere activiteitssector van de intercommunale.

De beslissingen omtrent het financieel beleid en de algemene regels inzake het personeel mogen niet het voorwerp uitmaken van een overdracht door de raad van bestuur.

De beperkte bestuursorganen zijn uitvloeisels van de raad van bestuur. Ze bestaan uit minstens vier bestuurders aangewezen door de raad van bestuur naar evenredigheid van het geheel van de raden van de aangesloten gemeenten, provincies en O.C.M.W.'s, overeenkomstig de artikelen 167 en 168 van het Kieswetboek.

Als dat orgaan opgericht wordt om een activiteitssector te beheren, wordt de evenredigheid berekend op basis van de bij bedoelde sector aangesloten gemeenten, provincies en O.C.M.W.'s.

§ 2. Het aantal leden van het beperkte bestuursorgaan verbonden met een activiteitssector wordt beperkt tot maximum het aantal bestuurders uit de bij bedoelde sector aangesloten gemeenten en is gegrond op het aantal gemeenten dat er bij aangesloten is.

De verdeling ligt vast in de statuten van elke intercommunale.

#### Afdeling 3. — Provinciaal en regionaal overzicht

**Art. L1523-19.** § 1. Wanneer een provincievennoot buiten bevoorrechte aandelen een inbreng doet die de helft van het kapitaal van de intercommunale overschrijdt, kunnen de statuten, in afwijking van artikel L1523-8, bepalen dat :

1. de meerderheid van de stemmen binnen de beheersorganen aan de provincie toekomt. In dit geval en onverminderd de toepassing van artikel L1523-9 zijn de beslissingen van de algemene vergadering, van de raad van bestuur en van de beperkte bestuursorganen slechts rechtsgeldig indien zij de meerderheid van de stemmen van de in deze organen aanwezige of vertegenwoordigde provincievennoten hebben verkregen;

2. 2. het voorzitterschap van de raad van bestuur aan een lid van de provincieraad toevertrouwd wordt. In dit geval kunnen de eventuele mandaten van ondervoorzitter niet aan de vertegenwoordigers van deze provincievennoot worden toevertrouwd.

§ 2. Wanneer de provincievennoot de goede afloop waarborgt van meer dan de helft van de door de intercommunale opgenomen leningen en voor zover het totaalbedrag van deze leningen minstens gelijk is aan de helft van haar kapitaal, kunnen de statuten, in afwijking van artikel L1523-8, bepalen dat het voorzitterschap van de raad van bestuur aan een lid van de provincieraad wordt toevertrouwd. In dit geval kunnen de eventuele mandaten van ondervoorzitter niet aan de vertegenwoordigers van deze provincievennoot worden toevertrouwd.

*Art. L1523-20.* § 1. Indien het Waalse Gewest een inbreng verricht die de helft van het kapitaal van de intercommunale overschrijdt, kunnen de statuten in afwijking van artikel L1523-8 en, in voorkomend geval, van artikel L1523-19 bepalen dat :

1° de meerderheid van de stemmen binnen de bestuursorganen aan het Waalse Gewest toekomt. In dit geval zijn de beslissingen van de algemene vergadering, van de raad van bestuur en van de beperkte bestuursorganen slechts rechtsgeldig indien zij de meerderheid van de stemmen van de in deze organen aanwezige of vertegenwoordigde vertegenwoordigers van het Waalse Gewest hebben verkregen;

2° het voorzitterschap van de raad van bestuur aan een vertegenwoordiger van het Waalse Gewest toevertrouwd wordt. In dit geval kunnen de eventuele mandaten van ondervoorzitter alleen aan de vertegenwoordigers van de gemeente- en provincievennoten worden toevertrouwd.

3° het Waalse Gewest te allen tijde de intercommunale kennis kan geven van de vervanging van één van zijn vertegenwoordigers binnen diens verschillende organen.

§ 2. Wat betreft de situaties bedoeld in § 1, worden de beslissingen van de bestuursorganen onderworpen aan de controle van twee commissarissen van de Waalse Regering, die door haar benoemd en herroepen worden, op volgende wijze :

a) de commissarissen van de Regering wonen de vergaderingen van de bestuursorganen bij met raadgevende stem. Ze kunnen elk ogenblik ter plaatse inzage nemen van de boeken, briefwisseling, notulen en, in het algemeen, van alle stukken en geschriften van de intercommunale.

Ze kunnen van alle bestuurders, agenten en aangestelden alle uitleg en informatie eisen en alle onderzoeken uitvoeren die ze nodig achten voor de uitoefening van hun mandaat. Ze kunnen bovendien elk vraagstuk i.v.m. de naleving van de regelgeving, de statuten of de verplichtingen van de intercommunale op de agenda laten plaatsen;

b) elke commissaris van de Regering beschikt over een termijn van vier volle dagen om beroep in te stellen tegen de uitvoering van elke beslissing die hij in strijd acht met de wet, het decreet, de statuten of het algemeen belang. Het beroep is opschortend. Die termijn gaat in op de dag van de vergadering waarop de beslissing is genomen, mits regelmatige oproeping van de commissaris van de Regering en, in het tegenovergestelde geval, op de dag waarop hij er kennis van gekregen heeft;

c) de commissarissen stellen hun beroep bij de Regering in. Als de Regering zich niet uitspreekt binnen dertig dagen na het instellen van het beroep, is de beslissing definitief. De vernietiging van de beslissing wordt door de Regering aan de intercommunale betekend.

#### *Afdeling 4. — Ontbinding en vereffening*

*Art. L1523-21.* De algemene vergadering mag de ontbinding van de intercommunale vóór het verstrijken van de in de statuten bepaalde termijn slechts uitspreken met een tweederde meerderheid van de stemmen uitgebracht door de afgevaardigden van de gemeentevennoten, na beraadslaging van de gemeenteraden van de aangesloten gemeenten.

Bovendien mag de algemene vergadering, in geval van toepassing van artikel L1523-19, de ontbinding van de vennootschap slechts uitspreken met een tweederde meerderheid van de stemmen uitgebracht door de afgevaardigden van de provincievennoot(vennoten), na beraadslaging daarover door de aangesloten provincieraad(raden).

*Art. L1523-22.* In geval van voortijdige ontbinding, bij niet-verlenging van of bij uittreding uit de intercommunale is iedere gemeente of vereniging die de eerder aan de intercommunale geheel of ten dele toevertrouwde activiteit zal blijven uitoefenen, gehouden, naar schatting van deskundigen, de installaties of inrichtingen over te nemen die op haar grondgebied zijn gelegen en die uitsluitend bestemd zijn voor de verwezenlijking van het maatschappelijk doel wat haar betreft, alsook het personeel van de intercommunale behorend tot de overgenomen activiteit, overeenkomstig tussen de partijen nader te bepalen regels. De bezittingen zullen evenwel kosteloos aan de gemeente toekomen in zoverre zij door haar of dank zij subsidies van andere openbare besturen werden gefinancierd of zodra deze bezittingen, die op het gemeentelijk grondgebied gelegen zijn en door de intercommunale ten behoeve van de gemeente aangewend worden, volledig afgelost zijn. Daarentegen moet tussen de partijen een overeenkomst worden gesloten over de bestemming van de gemeenschappelijk gebruikte installaties en inrichtingen en de eraan verbonden lasten, alsook van de niet afgeloste goederen gefinancierd door de intercommunale of d.m.v. subsidies van andere overheidsbesturen.

De gemeente die uittreedt, is, niettegenstaande iedere andersluidende statutaire bepaling, gerechtigd haar aandeel in de intercommunale te ontvangen, zoals blijkt uit de balans van het maatschappelijk jaar waarin de uittreding zich werkelijk voordoet.

De overname van de activiteit van de intercommunale door een gemeente of een andere vereniging gaat pas in vanaf het ogenblik dat alle aan de intercommunale verschuldigde bedragen effectief aan deze laatste zijn betaald. Ondertussen wordt de activiteit door haar verdergezet.

#### *Afdeling 5. — Diverse bepalingen*

*Art. L1523-23.* § 1. De boekhouding van de intercommunale wordt gevoerd volgens de wetgeving op de boekhouding van de ondernemingen, behalve als de statuten daarvan afwijken, met het oog op de verdeling van de verliezen en winsten per activiteitensector georganiseerd door de statuten of op de naleving van de specifieke wetsbepalingen betreffende het activiteitendomein van de intercommunale.

Onder verwijzing naar de artikelen 92, 94, 95, 96, 143, 608, 616, 624 en 874 van het Wetboek van vennootschappen worden de jaarrekeningen, het verslag van het college van commissarissen, het bijzonder verslag over de participaties, het zesjarige beleidsplan of het desbetreffende jaarlijks evaluatierapport alsmede het verslag over het beheer van de intercommunale jaarlijks toegezonden aan alle leden van de gemeente- en provincieraden van de aangesloten gemeenten en provincies, alsook aan de vennoten en op dezelfde wijze, opdat in iedere raad of in een daartoe binnen de raad opgerichte bijzondere commissie een debat zou plaatsvinden.

De agenda van de zitting van de gemeenteraad volgend op de oproeping bevat een punt betreffende de goedkeuring van de rekeningen en een punt betreffende het beleidsplan.

§ 2. Iedere intercommunale dient te beschikken over een eigen thesaurie die op de in de statuten vastgelegde wijze beheerd wordt.

De raad van bestuur, die de verantwoordelijke voor het beheer van de betalingen en inningen aanwijst, bepaalt de wijze waarop de interne controle wordt uitgeoefend; in geval van activiteitensector wordt de verantwoordelijke voor het beheer van de betalingen en inningen door het beperkt bestuursorgaan van de activiteitensector aangewezen.

**Art. L1523-24.** § 1. Het college van commissarissen is belast met het toezicht op de intercommunale.

§ 2. De revisor(en) wordt (worden) door de algemene vergadering benoemd onder de leden, natuurlijke of rechtspersonen, van het Instituut van Bedrijfsrevisoren.

De vertegenwoordiger van voornoemd gewestelijk controleorgaan wordt door de algemene vergadering benoemd op de voordracht van het controleorgaan.

**Art. L1523-25.** Voor gewestelijke aangelegenheden kan het Waalse Gewest de intercommunales aan de fiscaliteit onderwerpen.

#### HOOFDSTUK IV. — *Internationale relaties*

**Art. L1524-1.** Volgens de internationale overeenkomsten en verdragen die op deze aangelegenheid van toepassing zijn, kunnen de gemeenten, projectverenigingen en intercommunales deelnemen in publiekrechtelijke rechtspersonen over de nationale grenzen, niettegenstaande het rechtstelsel waaraan deze rechtspersonen onderworpen zijn.

Rechtspersonen die aan een buitenlands rechtstelsel onderworpen zijn, kunnen deelnemen in een intercommunale als het recht van hun land het toelaat.

### TITEL III. — *Beginselen van goed bestuur*

#### HOOFDSTUK I. — *Verbodsbepalingen en onverenigbaarheden*

**Art. L1531-1.** Niemand kan binnen de intercommunale of de projectvereniging één van de aangesloten administratieve overheden vertegenwoordigen als hij lid is van één van de organen van de vennootschap die het beheer of de concessie heeft van de activiteit waarvoor de intercommunale of de vereniging opgericht is.

**Art. L1531-2.** § 1. Het is elke bestuurder van een intercommunale of elk lid van het bestuurscomité van een projectvereniging verboden :

1° aanwezig te zijn op een beraadslaging over zaken waarbij hij een rechtstreeks belang heeft of waarbij zijn bloed- en aanverwanten tot en met de vierde graad een persoonlijk en rechtstreeks belang hebben;

2° rechtstreeks of onrechtstreeks deel te nemen in opdrachten gegund met de intercommunale;

3° als advocaat, notaris of zakenman tussen te komen in processen tegen de intercommunale of de projectvereniging. In dezelfde hoedanigheid mag hij in geen enkele omstrede zaak pleiten of advies geven in het belang van de intercommunale of projectvereniging, noch die zaak volgen.

Het in het eerste lid, 1, bedoelde verbod strekt niet verder dan de bloed- en aanverwanten tot in de tweede graad, zo het gaat om voordrachten van kandidaten, benoemingen, afzettingen en schorsingen.

§ 2. Een gemeente- of provincieraadslid mag niet meer dan drie opeenvolgende uitvoerende mandaten vervullen binnen de intercommunales en projectverenigingen waarbij zijn gemeente of zijn provincie aangesloten is. Onder uitvoerend mandaat wordt verstaan ieder mandaat waarbij aan de bekleeder volmacht wordt gegeven om te beslissen of ieder mandaat dat binnen een beperkt bestuursorgaan wordt vervuld.

Bij zijn benoeming vult de bestuurder of het lid van het bestuurscomité een verklaring op erewoord in waarbij hij bevestigt dat hij niet in dat verbodsgeval verkeert, op gevaar af zijn functies niet te mogen uitoefenen.

§ 3. Niemand kan worden benoemd tot de aan de aangesloten administratieve overheden voorbehouden ambten van bestuurder of lid van het bestuurscomité van de vereniging als hij een mandaat vervult in de bestuurs- en controleorganen van een privaatrechtelijke vereniging met als oogmerk een gelijkaardige activiteit die, wat hem betreft, een rechtstreeks en doorlopend belangengeschild kan veroorzaken. De bestuurder of het lid van het bestuurscomité van de vereniging vult een verklaring op erewoord in waarbij hij bevestigt dat hij niet in dat verbodsgeval verkeert.

§ 4. Het mandaat van lid van het college bedoeld in artikel L1523-24 kan niet aan een lid van de aangesloten gemeente- en provincieraaden worden toevertrouwd.

§ 5. Een gemeenteraadslid, een schepen of de burgemeester van een aangesloten gemeente, een provincieraadslid van een aangesloten provincie, een raadslid van een aangesloten openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn mag geen bestuurder van een intercommunale of lid van het bestuurscomité van een projectvereniging zijn indien hij er een personeelslid van is.

§ 6. De persoon die de hoogste hiërarchische positie bekleedt binnen het personeel van een intercommunale mag geen lid zijn van een provinciecollege of van een gemeentecollege van een provincie of van een gemeente die erbij aangesloten is.

Deze bepaling treedt in werking op 15 oktober 2012 voor de in het vorige lid bedoelde personen die in functie zijn bij de inwerkingtreding van dit decreet.

§ 7. Elk lid van een intercommunale dat houder is van een uitvoerend mandaat en dat de functie van Regeringslid uitoefent, wordt als verhinderd beschouwd

#### HOOFDSTUK II. — *Rechten en plichten*

**Art. L1532-1.** § 1. Bij zijn installatie verbindt de administrateur of het lid van het bestuurscomité van de vereniging zich schriftelijk ertoe :

1° voor de vlotte werking van het bestuursorgaan te zorgen;

2° de deontologische regels in acht te nemen, meer bepaald inzake belangenconflicten, gebruik van bevoorrechte informatie, goede trouw, discretie en goed beheer van overheidsmiddelen;



3° zijn beroepsbevoegdheden te ontwikkelen en op niveau te houden in de activiteitendomeinen van de intercommunale of de projectvereniging, o.a. door deel te nemen aan opleidings- en informatiezittingen gehouden door de intercommunale of de projectvereniging bij hun infunctietreding of telkens als de actualiteit i.v.m. een activiteitssector het vereist;

4° ervoor te zorgen dat het bestuursorgaan de wet, de decreten, alle andere reglementaire bepalingen alsook de statuten van de intercommunale en de projectvereniging naleeft.

§ 2. Een door de raad van bestuur aangewezen vertegenwoordiger van de intercommunale moet minstens twee keer per jaar voor de gemeenteraad van de aangesloten gemeente, de provincieraad van de aangesloten provincie of de raad voor maatschappelijk welzijn van het aangesloten O.C.M.W. uitleg geven over de rekeningen en het beleidsplan. Er kan ook een vertegenwoordiger van de intercommunale aangewezen worden om voor de respectieve raden van die aangeslotenen uitleg te geven over elk bijzonder punt waarvan de raad van bestuur de bespreking nuttig zou achten.

§ 3. 1° De bestuurders gaan geen enkele persoonlijke verantwoordelijkheid aan i.v.m. de verbintenissen van de intercommunale.

Ze zijn overeenkomstig het gemene recht verantwoordelijk voor de uitvoering van hun mandaat en voor de fouten die ze in hun beheer begaan.

Ze zijn hetzij jegens de intercommunale, hetzij jegens derden, hoofdelijk verantwoordelijk voor alle schade en interessen voortvloeiend uit overtredingen van de bepalingen van het Wetboek van vennootschappen van toepassing op de coöperatieve vennootschappen met beperkte aansprakelijkheid of op de naamloze vennootschappen, alsmede van de statuten van de intercommunale.

Wat betreft de overtredingen waaraan ze niet deel genomen hebben, worden ze slechts van die verantwoordelijkheid ontheven als hen geen schuld toegeschreven kan worden en als ze bedoelde overtredingen aan de eerstkomende algemene vergadering aangegeven hebben zodra ze er kennis van hebben gekregen.

2° De leden van het bestuurscomité gaan geen enkele persoonlijke verantwoordelijkheid aan i.v.m. de verbintenissen van de projectvereniging.

Ze zijn overeenkomstig het gemene recht verantwoordelijk voor de uitvoering van hun mandaat en voor de fouten die ze in hun beheer begaan. Ze zijn hetzij jegens de projectvereniging, hetzij jegens derden, hoofdelijk verantwoordelijk voor alle schade en interessen voortvloeiend uit overtredingen van de statutaire bepalingen van de projectvereniging.

Wat betreft de overtredingen waaraan ze niet deel genomen hebben, worden ze slechts van die verantwoordelijkheid ontheven als hen geen schuld toegeschreven kan worden en als ze bedoelde overtredingen aan de deelnemers van de projectvereniging aangegeven hebben zodra ze er kennis van hebben gekregen.

§ 4. 1° Elke bestuurder kan op verzoek van de raad van bestuur ieder ogenblik door de algemene vergadering herroepen worden wegens overtreding van het huishoudelijk reglement van het orgaan waarin hij lid is of wegens overtreding van de verbintenissen aangegaan krachtens paragraaf 1. De algemene vergadering hoort eerst de bestuurder. In dit geval mogen de vennoten hun afgevaardigden geen dwingend mandaat geven.

2° Elke openbare vennoot van een projectvereniging kan elk door hem aangewezen lid van het bestuurscomité van de vereniging ieder ogenblik herroepen. Hij hoort eerst de bestuurder.

*Art. L1532-2.* Elk lid van een gemeenteraad en, in voorkomend geval, van een provincieraad of een raad voor maatschappelijk welzijn, dat in deze hoedanigheid een mandaat in een intercommunale of een projectvereniging uitoefent, wordt geacht van rechtswege ontslag te nemen :

1° zodra het niet langer deel uitmaakt van deze gemeenteraad en, in voorkomend geval, provincieraad of raad voor maatschappelijk welzijn;

2° zodra het uit eigen wil of ingevolge zijn uitsluiting niet langer voorkomt op de politieke lijst waarop het verkozen werd.

Alle mandaten in de verschillende organen van de intercommunale vervallen onmiddellijk na de eerste algemene vergadering die volgt op de hernieuwing van de gemeenteraden en, in voorkomend geval, provincieraden. Tijdens dezelfde algemene vergadering worden de nieuwe organen geïnstalleerd

Alle gemeentelijke en provinciale mandaten binnen het bestuurscomité van de projectvereniging vervallen onmiddellijk na de eerste vergadering van bedoeld bestuurscomité die volgt op de hernieuwing van de gemeenteraden en, in voorkomend geval, provincieraden, voor zover bedoelde vergadering plaats vindt na 1 maart van het jaar na dat van de provinciale en gemeenteverkiezingen, tenzij alle aangesloten gemeenten en, in voorkomend geval, provincies de facultatieve individuele verklaringen van lijstverbinding of hergroepering overgemaakt hebben. De leden van het bestuurscomité worden door de eventuele andere deelnemers aangewezen in de loop van de maand die volgt op de installatie van hun eigen raad.

*Art. L1532-3.* Aan de leden van het bestuurscomité van de projectvereniging kan per daadwerkelijk bijgewoonde zitting presentiegeld toegekend worden. Het bedrag van het presentiegeld mag de door de Waalse Regering bepaalde grenzen niet overschrijden.

*Art. L1532-4.* De algemene vergadering kan presentiegeld aan de leden van de raad van bestuur van de intercommunale toekennen per daadwerkelijk bijgewoonde zitting.

Ze kan aan de leden van het beperkte bestuursorgaan per daadwerkelijk bijgewoonde zitting evenveel of minder presentiegeld toekennen als aan de leden van de raad van bestuur.

De leden die op dezelfde dag verscheidene vergaderingen van hetzelfde orgaan van dezelfde intercommunale bijwonen, krijgen slechts één keer presentiegeld.

Het bedrag van het presentiegeld mag de door de Waalse Regering bepaalde grenzen niet overschrijden.

*Art. L1532-5.* In plaats van presentiegeld kan de algemene vergadering, binnen de perken van de door de Waalse Regering bepaalde toekenningsvoorwaarden, een functievergoeding toekennen aan de bestuurders die een uitvoerende opdracht of een opdracht van dagelijks bestuur vervullen.

HOOFDSTUK III. — *Bemiddeling en gebruikershandvest*

**Art. L1533-1.** § 1. Elke intercommunale sluit zich aan bij een bemiddelingsdienst.

De Regering bepaalt de aansluitingsmodaliteiten, de werkings- en financieringsregels van de intergemeentelijke bemiddelingsdienst van het Waalse Gewest.

§ 2. Door elke intercommunale wordt een gebruikershandvest opgesteld en aangenomen, bevattende minimum :

- de verbintenissen van de intercommunale inzake dienstverlening aan de gebruikers;
- de betwistings- of klachtprocedures die hen ter beschikking gesteld worden;
- de bestaande bepalingen inzake informatieverstrekking aan de burgers.

§ 3. Elke intercommunale beschikt over een informatieve internetsite die essentiële diensten aan de gebruikers verlenen kan.

TITEL IV. — *Overgangs- en slotbepalingen*

**Art. L1541-1.** § 1. Dit Boek treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, onverminderd § 2.

§ 2. De intercommunales die bestaan op de datum van inwerkingtreding van dit Boek en die onderworpen zijn aan het decreet van 5 december 1996 betreffende de Waalse intercommunales moeten hun statuten met de bepalingen van dit Boek in overeenstemming brengen vóór de eerste maandag van de maand december 2006, onverminderd het volgende lid.

De oprichting van eventuele nieuwe organen waarin dit decreet voorziet binnen de intercommunales vindt gelijktijdig plaats met de installatie van de nieuwe raden van bestuur na de provinciale en gemeenteverkiezingen van 8 oktober 2006.

In eventuele afwijking van artikel L1523-15, § 5, mogen de bestaande bestuursorganen van de intercommunales die onderworpen zijn aan het decreet van 5 december 1996 betreffende de Waalse intercommunales, in het kader van de statutaire wijzigingen bedoeld in paragraaf 2, eerste lid, en van de hernieuwing van de organen na de provinciale en gemeenteverkiezingen van 8 oktober 2006, een hoger aantal leden tellen dan het aantal leden die ze tellen op de dag van inwerkingtreding van dit Boek.

Deze paragraaf is niet van toepassing in geval van samensmelting of herstructurering van intercommunales.

**Art. L1541-2.** De regels bedoeld in artikel L1523-14, 8°, moeten uiterlijk 31 december 2007 door de algemene vergadering aangenomen worden.

De internetsite, zoals bepaald bij artikel L1533-1, § 3, moet vóór 31 december 2007 in dienst gesteld worden.

Het gebruikershandvest moet klaar zijn vóór 31 januari 2009.

Vooraleer het decreet tot machtiging van het gewestelijk controleorgaan bedoeld in artikel L1523-24 in werking treedt, wordt de controle op de intercommunale uitgeoefend door één of meer revisoren.

**Art. L1541-3.** Artikel 28 van de wet van 22 december 1986 betreffende de intercommunales wordt opgeheven. »

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 19 juli 2006.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,  
A. ANTOINE

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,  
M. DAERDEN

De Minister van Vorming,  
Mevr. M. ARENA

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
Ph. COURARD

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,  
Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Economie, Tewerkstelling en Buitenlandse Handel,  
J.-C. MARCOURT

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,  
Mevr. Ch. VIENNE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,  
B. LUTGEN

—  
Nota

(1) *Zitting 2005-2006.*

*Stukken van de Raad* 403 (2005-2006), nrs. 1 tot 36.

*Volledig verslag*, openbare vergadering van 19 juli 2006.

Bespreking. Stemming.